

**La centralité
d'Auschwitz-Birkenau dans Les
Représentations de la Shoah**

&

***Never Again, Never Again.*
Les séries américaines
et la Shoah**

&

**Du militantisme à l'action.
L'activisme antisémite des
ultras de la Collaboration**

&

**L'antisémitisme n'est pas
propre à la droite ou l'extrême
droite, il a toujours été
présent sur l'ensemble de
l'échiquier politique**

de Tal Bruttman

La centralité d'Auschwitz-Birkenau dans les représentations de la Shoah

parution initiale:

Dans Les cahiers Irice 2011/1 (n°7), pages 95 à 100

Auschwitz s'est imposé comme le lieu de mémoire central de l'horreur nazie. Le camp est devenu, pour l'opinion publique, bien au-delà de la seule Europe, un symbole, la métonymie de la Shoah, comme l'a très justement qualifié Annette Wieviorka [1]. Et chaque année, venant des quatre coins de la planète, près d'un million de visiteurs s'y presse. Les raisons permettant de comprendre que ce lieu occupe une telle centralité dans les mémoires et dans les représentations ne manquent pas.

Tout d'abord parce que le site est marqué à plus d'un titre par le gigantisme. Gigantisme du camp de concentration de Birkenau («Auschwitz II»), qui de par sa superficie et avec ses cent mille détenus fut le plus grand des camps de la nébuleuse concentrationnaire nazie. Gigantisme ensuite du complexe concentrationnaire d'Auschwitz, avec ses trois camps principaux (le Stammlager ou Auschwitz I, Birkenau donc et Monowitz-Auschwitz III), et la quarantaine de sous-camps dans son orbite sans oublier la «zone d'intérêt» de 40 km² aux mains de la SS. Gigantisme meurtrier enfin: Auschwitz est le plus grand cimetière juif du monde, de même que le plus grand cimetière polonais et tzigane.

Mais si le centre de mise à mort de Birkenau a été le lieu principal de l'assassinat des Juifs de l'Europe occidentale, si le camp de concentration d'Auschwitz a été le principal camp pour les Tsiganes de même que, avec le Konzentrationslager (KZ) Stutthof, celui des Polonais, il n'a concerné qu'à la marge les autres pays d'Europe. Pourtant, le lieu est devenu central, s'inscrivant dans chaque pays comme la représentation de la criminalité nazie, bien au-delà des réalités historiques. Ainsi, la salle du musée de la Grande guerre patriotique de Kiev consacrée à la répression nazie est-elle ornée d'une immense photographie de Birkenau, alors que le camp n'a concerné que d'une façon très marginale les populations d'URSS – et à plus forte raison celles d'Ukraine. Alors que pour ce pays les diverses politiques nazies, et la Shoah, ont pris des formes totalement différentes et se sont déroulées en d'autres lieux – avec des bilans considérablement plus élevés que la quinzaine de milliers de prisonniers soviétiques acheminés à Auschwitz – c'est pourtant ce site qui a été choisi afin d'illustrer à Kiev la politique de terreur du IIIe Reich. Ce constat n'est pas isolé, et pourrait être multiplié. Ainsi en France, le récent Mémorial de l'internement et de la déportation de Compiègne a choisi de consacrer dans son exposition une place particulière à deux des convois «politiques» partis à destination de ce camp, alors que l'immense majorité des déportations de France se sont faites à destination des camps de Buchenwald, Neuengamme ou Ravensbrück, lieux de mémoire de la déportation «politique» française.

Une autre raison, fondamentale, explique également qu'Auschwitz se soit ainsi imposé: la juxtaposition – unique dans le système nazi – de deux politiques radicalement différentes en un même lieu géographique, source de confusion permanente sur ce que fut le lieu. Car le complexe d'Auschwitz est le lieu de la collision entre deux politiques criminelles nazies différentes: le phénomène concentrationnaire, ciblant un ensemble de catégories diverses, et la politique de mise à mort des Juifs. Une telle collision est unique, aucun autre des centres de mise à mort créé dans le cadre de la «solution finale de la question juive»

ne se trouvant aussi directement et étroitement lié à un camp de concentration [2]. Car si les Juifs ont été acheminés en masse (un million cent mille [3] vers ce lieu, c'est avant tout à destination du centre de mise à mort de Birkenau.

Même lieu géographique, c'est-à-dire le site de Birkenau, mais pas pour autant même lieu physique: les cinq chambres à gaz [4] qui ont été construites par les SS se trouvent hors du périmètre concentrationnaire. Les deux premières structures homicides (les bunkers 1 et 2) se trouvaient même éloignées de plusieurs centaines de mètres du KZ, avant que ses extensions successives ne finissent par l'en rapprocher.

Cette confusion entre ces deux « mondes » est prégnante: pour le visiteur, Birkenau est un vaste champ de ruines, sans distinction. Il existe pourtant une différence majeure entre les ruines qui jalonnent à perte de vue le camp de concentration et celles du centre de mise à mort. Seules les structures liées à ce dernier (les chambres à gaz et crématoires, les baraques constituant le Kanada, où étaient triés et entreposés les biens des victimes) ont été détruites par les SS [5], alors que le KZ Birkenau est quant à lui parsemé de vestiges de baraques démontées après la guerre, afin d'être récupérées – et dans le cas du secteur BIII de Birkenau (le « Mexique »), ce sont les Allemands eux-mêmes qui ont procédé aux démontages des baraques, réexpédiées vers le camp de Gross Rosen afin d'y être utilisées. Or ceci, difficilement perceptible, signe la différence fondamentale entre ces deux lieux qui coexistent: d'une part un camp de concentration, lieu « banal » aux yeux des nazis, ne nécessitant pas d'être détruit, et de l'autre, un centre de mise à mort dont l'existence même ne saurait être admise.

Il faut s'interroger sur les raisons qui poussent à la visite du lieu. Selon que l'on soit français, polonais ou coréen, le site ne porte pas les mêmes représentations. Pour les Polonais, Auschwitz est l'un des hauts lieux de mémoire du pays, où près de 75 000 Polonais ont laissé la vie, parmi lesquels des figures importantes du martyrologe national comme le père Maximilian Kolbe. Mais ce n'est pourtant qu'une mémoire partielle, celle de la nation polonaise, et non des victimes polonaises. Car même si Birkenau ne fut pas le lieu principal de la destruction du judaïsme polonais – ce sont les centres de mises à mort de l'Aktion Reinhard (Belzec, Sobibor, Treblinka et Majdanek) qui ont servi pour l'essentiel à ce but – plus de 200 000 Juifs polonais y furent tués [6]. Mais ces derniers sont absents du musée, où ils ne sont pas évoqués. Les pavillons consacrés aux victimes de Pologne s'attachent au seul sort des victimes de nationalité polonaise. Sans doute s'agit-il là d'un héritage de la période communiste, auquel il sera d'ailleurs bientôt remédié. Pourtant, même durant cette période, le cœur de l'exposition du musée a été constitué par les victimes dont l'identité juive et la spécificité furent niées: les chambres à gaz, leurs centaines de milliers de victimes, les montagnes d'objets, des valises aux prothèses en passant par les châles de prières constituent les éléments centraux de la visite, qui confèrent au lieu son caractère unique.

Pour un groupe venu de France, Auschwitz est avant tout le lieu de la destruction des Juifs de France et c'est essentiellement comme lieu symbole de la Shoah que ces visites sont effectuées – comme pour nombre d'autres pays, depuis les États-Unis jusqu'à Israël, en passant par l'Italie. Mais là encore, l'objet poursuivi, en général un voyage d'étude sur la Shoah, révèle la confusion qui entoure Auschwitz. Il en est ainsi de la volonté de s'y rendre en hiver afin que le visiteur (au demeurant nourri et plus que convenablement vêtu) puisse

constater au cours de sa visite les rigueurs hivernales auxquelles durent faire face les détenus (certains rescapés rapportent même l'inverse, considérant que les conditions en été étaient pires encore, Birkenau se trouvant sur un marécage). Or cette idée montre combien la visite d'Auschwitz est problématique si l'on veut en faire le paradigme de la Shoah : 80% des Juifs acheminés à destination d'Auschwitz-Birkenau n'ont pas eu à subir la rigueur du climat silésien, leur mort intervenant dans les heures suivant leur arrivée... De même, le recours quasi permanent au « témoin », incarné par le déporté rescapé accompagnant les groupes, devrait amener à s'interroger sur ce que l'on entend montrer ou faire découvrir aux visiteurs qu'il accompagne. Car ces témoins, qui sont certes des victimes de la Shoah, sont des rescapés de l'univers concentrationnaire et témoignent de celui-ci, non de la machine de destruction dont nul, si ce n'est un petit nombre de Sonderkommandos, n'a réchappé. La force de leur témoignage, l'aura qui les entoure [7] focalise l'attention du visiteur avant tout sur le camp de concentration. Ceci d'autant plus que le gigantisme même du KZ, qui s'étend à perte de vue, marque davantage le visiteur que les espaces étriqués du centre de mise à mort que constituent les ruines des chambres à gaz. Cet « effet de brouillage » se trouve aujourd'hui accentué par la circulation aisée qui se fait lors de la visite entre l'espace du KZ et celui du centre de mise à mort, alors que ces espaces concomitants étaient strictement cloisonnés.

On ne soulignera jamais assez combien Auschwitz constitue une anomalie dans la politique de destruction des Juifs d'Europe. De tous les centres de mise à mort, c'est le seul où fut opérée en masse la « sélection », qui envoya les Juifs temporairement épargnés et jugés « aptes » au travail dans le camp de concentration, raison pour laquelle plusieurs dizaines de milliers de Juifs ont survécu à Auschwitz. Or la focalisation sur Auschwitz, avec son nombre relativement important de rescapés, brouille la réalité du processus de destruction. Dans les autres centres de mises à mort, le nombre de rescapés se réduit à une poignée, constituée d'évadés lors des révoltes de Sobibor et Treblinka, ou de quelques miraculés échappés de Chelmo ou Belzec.

Dans le système nazi, les Juifs n'ont jamais été destinés aux camps de concentration et Auschwitz constitue de ce fait une exception. Ce n'est qu'en raison de l'effondrement du Reich et des évacuations massives des détenus du camp à partir de l'été 1944, que des dizaines de milliers de Juifs encore vivants se sont retrouvés disséminés dans l'univers concentrationnaire. Cette ultime séquence historique a eu pour effet d'ancrer, a posteriori, l'idée dans l'opinion que les camps de concentration avaient joué un rôle central dans la destruction des Juifs d'Europe. Or, rapporté aux nombres des victimes de la Shoah, ce sont moins de 5% de celles-ci qui ont été plongées dans l'univers concentrationnaire, en premier lieu en raison du système de sélection prévalant à Auschwitz.

Mais en devenant le lieu symbole de la Shoah, Auschwitz altère la connaissance de celle-ci : pour l'immense majorité des gens – et pas uniquement ses visiteurs – la connaissance de la destruction des Juifs s'articule à partir de ce lieu, alors qu'il constitue paradoxalement, à bien des égards, une exception, voire une anomalie dans le processus de la « solution finale », conduisant à des représentations largement erronées. Il en est ainsi des crématoires couplés aux chambres à gaz d'Auschwitz-Birkenau, devenus à la fois synonymes et symboles du meurtre des Juifs, qui appellent deux constats. D'une part, ces crématoires ne servirent pas au meurtre, mais à la destruction des corps des victimes. Et d'autre part, de tous les sites de mises à mort, seul Auschwitz en fut doté. Ailleurs, les corps furent détruits dans des

bûchers et des fosses – tout comme à Birkenau où ces crématoires n'entrèrent en fonction qu'à partir du printemps 1943.

Lieu particulier en matière de « solution finale », Auschwitz, par la force des représentations qui s'y attachent, fait littéralement disparaître des pans entiers de la Shoah, occultant ce que fut la « norme » de celle-ci pour une immense majorité de Juifs, ceux du Yiddishland : celle des ghettos, des camps de travaux forcés (les ZAL) et de la mise à mort, hors de tout contact avec l'univers concentrationnaire. Il y a ainsi eu moins de Juifs détenus au KZ Auschwitz (200 000 personnes) qu'au ghetto de Varsovie (500 000), et le nombre de rescapés de ce dernier est infiniment moindre que celui des rescapés juifs d'Auschwitz.

De même, la centralité du site dans les représentations de la « solution finale » fait disparaître une autre réalité : il s'agit du seul centre de mise à mort à vocation internationale, où furent englouties les communautés juives européennes « périphériques ».

Car, même si ce sont près d'un million de Juifs qui ont été tués là, le cœur du judaïsme européen a été détruit ailleurs, par l'action des groupes mobiles de tueries et dans des centres de mise à mort qui avaient tous, à la différence d'Auschwitz, une vocation régionale : ceux de l'Aktion Reinhard déjà évoqués dédiés au Gouvernement général, celui de Chelmno pour le Wartheland, de Ponari pour Vilnius, de Rumbula et Bikernieki pour Riga, de Maly Trostinets pour Minsk, de Brona Gora pour Brest...

Or, de cela, la visite d'Auschwitz ne dit rien, et pour cause. Le musée n'a pas vocation à narrer l'histoire de la Shoah, mais l'histoire du lieu et de son rôle dans l'accomplissement de celle-ci. S'il illustre le gigantisme de l'entreprise meurtrière, la rationalisation et l'industrialisation du processus de destruction des Juifs d'Europe, il ne représente pourtant que l'un des aspects de cette annihilation.

[1] Annette Wieviorka, *Auschwitz, 60 ans après*, Paris, Robert Laffont, 2005.

[2] Le cas du camp de Lublin-Majdanek est différent. Le lieu – proche de Lublin, centre de commandement de l'opération Reinhard – a été ponctuellement utilisé afin de liquider des Juifs (probablement 60 000 au total), et a joué le rôle de centre de mise à mort « d'appoint », principalement à la fin de l'année 1942 puis lors de l'opération « Fête des moissons », signant la fin de l'Aktion Reinhard.

[3] 437 000 Juifs déportés de Hongrie, de 250 à 300 000 de Pologne, 69 000 de France, 60 000 des Pays-Bas, 55 000 de Grèce, 46 000 du Protectorat de Bohême-Moravie, 27 000 de Slovaquie, 25 000 de Belgique, 23 000 d'Allemagne, 10 000 de Yougoslavie, 7 500 d'Italie, constituent l'essentiel des déportés juifs. Des convois en provenance d'autres pays (Norvège, Autriche...) furent également acheminés à destination d'Auschwitz, ainsi que quelques dizaines de milliers de détenus juifs extraits de camps de concentration. Voir Wacław Długoborski et Franciszek Piper (dir.), *Auschwitz, 1940-1945. Central issues in the history of the camp*, vol. III, *Mass murder, Oświęcim*, Auschwitz-Birkenau State Museum, 2000.

[4] La première chambre à gaz (le « KI ») a été aménagée à proximité du Stammlager. L'utilisation de celle-ci a cependant été de moindre envergure que celles de Birkenau, et elle sera démantelée à l'été 1943.

[5] Et en ce qui concerne le KIV, par les détenus du Sonderkommando (chargés de vider les chambres à gaz et de l'incinération des corps) lors de la révolte du 7 octobre 1944.

[6] Chiffre certes considérable, mais qui constitue à peine moins de 10% de l'ensemble des victimes juives de Pologne. Il n'en demeure pas moins que les Juifs de Pologne constituent le deuxième plus important contingent de victimes, après les Juifs de Hongrie (437 000).

[7] Voir Annette Wieviorka, *L'ère du témoin*, Paris, Plon, 1998.

Never Again, Never Again. Les séries américaines et la Shoah

parution initiale:

Dans Revue d'Histoire de la Shoah 2011/2 (N° 195), pages 349 à 372

En septembre 1949, la série *The Goldbergs*, diffusée sur la chaîne CBS de 1949 à 1956 et qui met en scène la vie d'une famille juive dans le Bronx, évoque de manière elliptique le sort des Juifs en Europe. Tenue pour être probablement la première mention de la Shoah aux États-Unis dans la culture populaire télévisuelle (*popular culture of television* [2]), cette sitcom n'est que la première d'une longue série de productions télévisuelles américaines qui, d'une manière ou d'une autre, vont introduire la Shoah dans les scénarios des plus divers. Depuis plus de 60 ans la destruction des Juifs d'Europe est en effet régulièrement évoquée dans les séries américaines de tous genres, des dizaines d'épisodes abordant le sujet selon des angles variables: trame générale de l'histoire, personnages incarnant d'anciens nazis ou des rescapés, négationnisme ou encore personnages juifs évoquant le passé de leur famille sont autant d'exemples de la manière dont la Shoah apparaît dans la production télévisuelle américaine (entendue ici au sens restreint de séries).

Il est nécessaire de définir ce que nous entendons par séries. Même s'il ne peut être offert de définition stricte, les séries développent une histoire ayant des personnages récurrents et comportent en général entre une dizaine et une trentaine d'épisodes par saison de diffusion [3]. Selon les types de série, chaque épisode peut se voir individuellement, de manière isolée, ou, au contraire, l'ensemble est constitué par une trame continue (généralement désignée par le terme d'« arc narratif »), séquencée par les épisodes. Nous n'évoquerons pas ici les miniséries, média distinct et différent des séries. À la différence de ces dernières, elles forment un ensemble fini, n'appelant ni suite ni récurrence [4].

L'objet que constituent les séries télévisées nécessite enfin un constat concernant le rapport en France aux productions télévisées. Contrairement aux États-Unis, il n'existe pas de véritable école historique de la télévision, au contraire du cinéma – le sujet est généralement abordé à l'aune de la sociologie ou de la communication. La « découverte » récente des séries en France (devenu phénomène de mode) s'est accompagnée d'un changement notable dans la perception de celles-ci, qui ont acquis depuis une poignée d'années leurs lettres de noblesse et apparaissent comme un sujet pouvant être envisagé intellectuellement, comme en témoigne le développement, encore balbutiant, d'études à leur sujet (ouvrages, colloques, etc.), alors qu'elles étaient jusqu'à récemment perçues comme un objet de consommation ne présentant guère d'intérêt. Pourtant, outre-Atlantique, le média est depuis longtemps pris en compte [5] et étudié sous de multiples aspects, soit pour lui-même, soit comme élément d'un champ plus vaste, celui de la télévision ou de la culture populaire [6].

Reflétant, comme le cinéma, les sociétés dans lesquelles elles sont produites, les séries constituent un pont entre trois médias: nées avec la télévision, elles sont les héritières des feuilletons radiophoniques (ainsi la série *The Goldbergs* débuta-t-elle sur les ondes américaines en 1929 avant de passer en 1949 sur le petit écran), mais ne sont pas dénuées de jonctions avec le cinéma: acteurs, réalisateurs et surtout scénaristes œuvrent dans les unes comme dans l'autre. Ainsi, David Friedkin, scénariste du film *The Pawnbroker* (Le

Prêteur sur gages, 1964) réalisé par Sidney Lumet et dont le personnage central est un rescapé de la Shoah, est également l'un des créateurs de la série *I Spy* (Les Espions, 1965-1968). Cette série est la première aux États-Unis à avoir porté à l'écran un duo de héros dont l'un est un Noir (incarné par l'acteur Bill Cosby) qui se trouve sur un pied d'égalité avec son partenaire blanc. L'un de ses épisodes met aux prises les héros (des espions) avec d'anciens chefs de camps nazis qui ont réussi à échapper à la justice et sont également traqués par des Israéliens [7].

Quasi consubstantielles à la télévision américaine, les productions de cette période sont restées très largement inconnues en France, voire en Europe. Seules quelques-unes (au regard de l'ensemble de la production) ont été diffusées sur notre territoire, avant qu'au tournant des années 1970-1980 on n'assiste à une augmentation de leur diffusion, puis à une véritable explosion : la multiplication des chaînes depuis les années 1990, doublée d'un effet de mode dans le courant des années 2000 ayant joué un rôle multiplicateur et participé à leur conférer un nouveau statut et une nouvelle dimension [8]. Couplé à la commercialisation en DVD et à Internet, la production des dernières années se trouve très largement disponible et accessible. En revanche, une part importante (et croissante à mesure que l'on redescend vers les années 1950) est non seulement inconnue, car jamais diffusée hors des États-Unis (ou du moins en France), mais également indisponible car non commercialisée. En raison de ces lacunes, il ne saurait être question de proposer ici une étude chronologique, qui serait largement biaisée et incomplète, mais de s'intéresser à certains aspects de l'évocation de la Shoah, et de son traitement, dans les séries américaines [9].

L'ennemi est à l'intérieur

Depuis les années 1960 au moins, l'un des thèmes récurrents est la présence sur le sol américain d'anciens nazis : c'est le cas avec *Perry Mason* (1957-1966), *procedural show* qui met en scène l'enquête d'un avocat sur un meurtre impliquant un ancien nazi [10], ou encore avec *Naked City* (1958-1963), série policière qui se déroule à New York et où, dans l'épisode *The Deadly Guinea Pig*, d'anciens nazis et des rescapés des camps se poursuivent à travers la ville [11]. Dès lors, le sujet ne cesse plus d'être évoqué au fil des décennies, pour devenir l'un des thèmes récurrents par lesquelles la Shoah est introduite dans les séries : *The Defenders* (1961-1965) [12], *Sam Benedict* (1962-1963) [13], *The FBI* (1965-1974) [14], *Columbo* (1971-2003) [15], *Quincy, ME* (1976-1983) [16], *Cagney & Lacey* (1982-1988) [17], *Hotel* (1983-1988) [18] ou encore *Miami Vice* (Deux flics à Miami, 1984-1990) [19], pour n'en citer que quelques-unes. Si, comme l'a montré Jeffrey Shandler, l'évocation de la Shoah à la télévision américaine est antérieure au procès Eichmann et débute dès les années 1950, l'apparition, puis la multiplication de scénarios sur ce thème dans les séries relève en revanche sans aucun doute de l'impact du procès – et peut-être plus encore de l'enlèvement d'Eichmann en Argentine. Ces épisodes offrent différents traitements scénaristiques dont se dégagent plusieurs thèmes, telles que la menace que font planer ces nazis, présents de façon clandestine et anonyme sur le territoire américain, sur des rescapés qui risquent de les reconnaître et de les démasquer, ou la vengeance que ces derniers veulent exercer à l'encontre de leurs bourreaux impunis – thème que l'on retrouve dans d'autres médias, comme dans la bande dessinée avec le récit *Master Race* [20] de Bernard Krigstein publié

en 1955 ou le cinéma, avec par exemple la scène introductive de *Marathon Man* (1976) de John Schlesinger.

Ce sujet laisse percer une critique à l'égard des autorités américaines laissant impunis ces criminels. Dans *Wunderkind* [21], épisode de la série *Trapper John, MD* (1979-1986, spin-off de *M.A.S.H.*), une rescapée exécute un criminel nazi après que la justice américaine s'est montrée incapable de le condamner. Ce désintérêt de la part des autorités, ou cette impunité des criminels, revient presque à légitimer la traque opérée par les services israéliens – alors que, dans les faits, au-delà de la capture d'Eichmann, ce n'est qu'en de très rares occasions que l'État d'Israël s'est intéressé aux anciens criminels nazis –, ou par les personnages inspirés par des chasseurs de nazis tel Simon Wisenthal, qui apparaissent régulièrement dans ces histoires, depuis *The FBI avec Vendetta* jusqu'à *Miami Vice*, déjà cité, en passant par *Quincy, ME* [22] ou encore *Hawaii Five-O* (Hawaï, police d'État, 1969-1980) avec l'épisode *Cast of Shadows* [23]

A contrario, *The Last Nazi* [24], un épisode de *The Unit*, série créée par l'auteur de théâtre et réalisateur David Mamet, offre une autre perspective. Cette série met en scène une unité spéciale de l'armée, en charge de missions délicates. Elle est ici directement sollicitée par le président des États-Unis afin de capturer un ancien nazi, Klaus Kolben, médecin SS à Bergen-Belsen qui a échappé à la justice et coule des jours paisibles en Suisse. La raison pour laquelle cette tâche est confiée à l'unité est d'éviter que Kolben ne soit exécuté par une équipe de tueurs envoyée par un ami du président, Elias Brandt, rescapé de la Shoah et dont Kolben est responsable de la mort de la famille [25], au risque de provoquer un incident avec la Suisse.

Bien plus représentatif des différents thèmes qui accompagnent l'évocation de la Shoah est *Never Again, Never Again* [26], un épisode de *Magnum, P.I.* (1980-1988). Le détective privé Thomas Magnum vient en aide à un couple d'amis rescapés de la Shoah, poursuivis par des individus qu'ils désignent comme des néonazis. Il s'avère finalement que ces hommes sont des agents israéliens et que les soi-disant rescapés sont eux-mêmes d'anciens nazis qui ont fui l'Allemagne en se faisant passer pour des Juifs, allant jusqu'à tatouer des matricules d'Auschwitz sur leur avant-bras.

Ce thème d'anciens criminels se faisant passer pour des victimes est récurrent et traverse la production télévisuelle américaine depuis une quarantaine d'années. Il semble être apparu pour la première fois en 1968 dans l'épisode *The Butcher* [27] de la série *The F.B.I.* On le retrouve dans l'épisode pilote de *Cagney & Lacey* ou encore dans *The Hen House* [28], un épisode de *Cold Case* (2003-2010), dans laquelle des policiers rouvrent des affaires non résolues. L'enquête porte ici sur le meurtre d'une journaliste au lendemain de la guerre. Le meurtrier, démasqué après soixante années d'impunité, est un ancien gardien d'Auschwitz qui a usurpé l'identité d'une victime du camp. Dans *CSI: NY* (*Les Experts: Manhattan*, 2004-), l'ancien nazi qui se fait passer pour un rescapé a un fils qui est un Juif pieux [29], alors que dans la série trash *Nip/Tuck* (2003-2010), dont les héros sont des chirurgiens esthétiques, une rescapée découvre que son époux n'est pas le survivant qu'il prétend être mais un bourreau [30]

La face sombre des États-Unis

L'idée que des criminels nazis aient pu trouver refuge aux États-Unis n'a rien d'absurde en soi et ne relève pas du fantasme scénaristique. Si elle est évoquée de manière récurrente et régulière depuis les années 1960 dans les séries, elle se matérialise dans la vie publique américaine à plusieurs reprises à l'occasion de différentes affaires. La plus importante concerne John Demjanjuk et débute en 1977, avant que cet Ukrainien naturalisé américain ne soit expulsé en 1986 vers Israël, qui a réclamé son extradition. Demjanjuk avait été identifié par des rescapés à la suite d'une enquête menée sur Feodor Federenko, un autre garde ukrainien d'un centre de mise à mort, lui aussi naturalisé américain et extradé en 1984 vers l'URSS, où il fut condamné à mort et exécuté.

Mais cette présence de criminels nazis sur le sol national ne relève pas que de la seule clandestinité. L'opération Paperclip, destinée à récupérer à la fin de la guerre nombre de scientifiques allemands ayant œuvré pour le IIIe Reich (politique également mise en œuvre par les autres vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, à commencer par les Soviétiques), a permis à des centaines, voire des milliers d'entre eux d'entrer aux États-Unis en toute légalité et le plus officiellement du monde. C'est d'ailleurs sous le titre de Paper Clip [31] qu'un épisode des X-Files (1993-2002) aborde le sujet. Série phare des années 1990, mêlant science-fiction et fantastique, cette série a pour base une trame générale paranoïaque : un complot, dont les ramifications remontent jusqu'à certaines administrations et au gouvernement américain, auquel sont confrontés deux agents du FBI, Fox Mulder et Dana Scully. La récupération d'anciens nazis à son profit par le gouvernement américain constitue, au regard des ressorts de la série, du pain bénit pour les scénaristes, qui l'utilise comme base dans l'épisode où les deux agents cherchent à identifier un homme, Victor Klemper (sic), qui s'avère être un ancien nazi. L'échange entre Mulder, Scully et les informateurs Byers et Langly (les Lone Gunmen) qui leur permettent d'identifier Klemper donne l'occasion d'émettre un constat amer : « Le gouvernement américain a fourni asile à des criminels de guerre nazis en échange de leurs connaissances scientifiques. » Puis, au sujet de l'homme identifié :

Byers. — Werner von Braun, le père des V-2, est probablement le plus connu de tous, mais Klemper mérite le titre du plus diabolique nazi ayant échappé aux procès de Nuremberg.

Scully. — Qu'a-t-il fait ?

Langly. — Des expériences sur les Juifs. Il les a noyés, mis dans des chambres de décompression... Tout ça au nom de la science.

Byers. — Avec von Braun, Klemper nous a aidés à gagner la course à l'espace. Grâce à son travail scientifique, nous avons été en mesure d'envoyer des hommes sur la Lune avant les Soviétiques.

Langly. — Un pas de géant pour l'humanité.

Là encore, la fiction ne fait que reproduire la réalité. L'histoire n'est pas sans rappeler plusieurs faits réels. L'affaire la plus importante fut le cas Arthur Rudolf, récupéré par les États-Unis dans le cadre de Paperclip. L'homme devient alors l'un des pères des missiles

Pershing et du programme spatial Saturne V, jusqu'à ce qu'un fonctionnaire du ministère de la Justice, chargé des enquêtes spéciales (Office of Special Investigations) découvre qu'il était impliqué dans le travail forcé des détenus à Dora. Le scandale, qui éclate en octobre 1984 avec le départ d'Arthur Rudolph des États-Unis pour l'Allemagne, éclabousse la NASA et le gouvernement américain et fait la une de la presse américaine durant plus de six mois. Dans les années 1990, c'est la figure d'Hubertus Strughold, un autre savant récupéré avec Paperclip, qui défraye la chronique: considéré comme l'un des pères fondateurs de la médecine spatiale américaine, il est honoré de diverses manières à travers le pays (prix à son nom, portrait accroché dans les universités américaines, bibliothèque baptisée en son honneur, etc.)... jusqu'à ce que l'Anti-Defamation League révèle qu'il faisait partie des médecins qui réalisèrent des expérimentations médicales sur les détenus à Dachau.

À différentes reprises, la bienveillance, voire les accointances, des autorités à l'égard de certains anciens nazis est pointée, comme dans *Fight like a Dove* [32], un épisode d'*Airwolf* (*Supercopter*, 1984-1986) ou *Legacy* [33], de la série *Reasonable Doubts* (*La Voix du silence*, 1991-1993), sondant d'une certaine manière la face sombre des États-Unis et le cynisme politique lié à la guerre froide, qui permit à certains nazis de faire oublier leur passé. Le sort des Juifs est également régulièrement convoqué quand est abordé un autre sujet peu reluisant, celui de l'extrême droite américaine. C'est le cas dans *Miami Vice*, *Victims of Circumstances* ou encore *The Ten Percent Solution* [34], un épisode de la série *MacGyver* (1985-1992), qui met le héros et un rescapé de la Shoah aux prises avec un mouvement néonazi fomentant un complot aux États-Unis.

Avec le négationnisme que véhiculent ces mouvements, le *free speech* est parfois questionné, sans pour autant être remis en cause. Ainsi dans *Law & Order* (New York, Police judiciaire, 1990-2010), *Evil Breeds* [35] évoque le meurtre d'une rescapée de la Shoah par un militant néonazi qui entend protéger un criminel nazi que celle-ci menaçait. Lors du procès, l'avocat de l'ancien nazi tente de mettre en place une défense basée sur le négationnisme, à laquelle le procureur répond en demandant: « Si quelqu'un prétend que la Terre est plate et que le Soleil tourne autour, et rejette toutes les preuves du contraire, doit-on engager un débat selon ses conditions ? »

C'est avec cette série, qui réunit à la fois le travail de la police et celui de la justice, que l'on trouve le plus souvent des épisodes, pas moins d'une dizaine, abordant la Shoah d'une manière ou d'une autre. Créée par Dick Wolf – auteur notamment du scénario de *School Ties* (Collège d'élite, 1992), consacré à l'antisémitisme dans la Nouvelle-Angleterre des années 1950 –, la série, de même que certains de ses spin-offs, se déroule à New York. Eu égard à l'importance de la population juive de cette ville, il est somme toute normal que la Shoah y soit abordée aussi régulièrement. Les scénaristes s'inspirent par ailleurs des faits divers qui émaillent l'actualité, qu'elle soit locale, nationale ou internationale [36]. Ainsi, en 1996, la trame de *Survivor* [37] est constituée par une collection de pièces volées à un Juif par les nazis en Allemagne. Trois ans plus tard, avec *Blood Money* [38], c'est la question des contrats d'assurance-vie des victimes de la Shoah non honorés par les assureurs qui est à l'origine d'un meurtre à New York. L'évocation de ces sujets ne doit rien au hasard, la fin des années 1990 étant marquée par une vague internationale de questionnement autour de la restitution des « biens juifs » pillés et spoliés durant la guerre. Un autre épisode de la franchise, cette fois du spin-off *Law & Order: Special Victims Unit* (New York, Unité spéciale, 1999), illustre les problèmes que pose la liberté accordée par le sacro-saint *free speech*

garanti par le premier amendement de la Constitution américaine. Dans Raw [39], lors d'une enquête, les inspecteurs de l'unité découvrent le quartier général d'un groupuscule nazi où, à côté des swastikas ornant les murs, se trouvent des piles de tracts négationnistes.

La récurrence de l'évocation de la Shoah à travers les séries américaines laisse percevoir une obsession, celle de la culpabilité de ne pas avoir su empêcher la destruction des Juifs d'Europe. Cette culpabilité affleure dans *The Waltons* (La Famille des collines), diffusée de 1972 à 1981, qui narre l'histoire d'une famille américaine dans la Virginie des années 1930, puis durant la guerre. L'un des premiers épisodes (*The Ceremony* [40]) voit l'arrivée dans le voisinage d'une famille de Juifs fuyant l'Allemagne nazie. John-Boy, l'aîné des enfants Walton, entendant à la radio l'évocation des persécutions contre les Juifs dans le IIIe Reich et l'annonce d'autodafés de livres, lance : « Brûler des livres est comme brûler des gens. » Se voyant reprocher d'avoir interrompu le programme par d'autres membres de sa famille, il s'emporte : « Je ne sais pas comment vous pouvez tous rester ici à vouloir écouter la radio alors qu'un fou en Europe brûle des livres. »

L'incrédulité, durant la guerre, devant les informations concernant le sort des Juifs est aussi abordée dans un autre épisode de cette série, *The Unthinkable* [41], à travers la figure d'un soldat juif d'origine polonaise, ami de l'un des enfants de la famille. Faisant part aux Walton de ce qu'il a appris, ceux-ci ne veulent le croire – ce n'est qu'avec la voix off concluant l'épisode (dispositif généralement utilisé dans la série) que le narrateur souligne : « Nous nous trompions tragiquement. Ce n'est qu'à la fin de la guerre que nous avons appris qu'il y avait bien des camps d'extermination – Belsen, Buchenwald, Treblinka – où d'indicibles et d'inimaginables horreurs ont été commises. » Le même scepticisme des Américains face aux nouvelles ou aux rumeurs concernant les Juifs est évoqué tout au long d'un autre épisode de *Cold Case*, *Factory Girls* [42], où l'enquête porte sur le meurtre durant la guerre d'une femme qui tentait de faire gagner les États-Unis à son cousin afin qu'il échappe à la Shoah. Dans *Homefront* (1993-1995), qui se déroule au sortir de la guerre, c'est l'attitude de l'Amérique à l'égard des rescapés de la Shoah qui est abordée, à travers la figure de Gina Sloan, rescapée d'Auschwitz mariée à un GI.

Reste que l'abandon des Juifs est généralement évoqué à travers le prisme de la guerre et de la Shoah elle-même, mais rarement, sinon jamais, au travers d'une introspection concernant la politique d'immigration américaine et la fermeture des frontières durant les années 1930, dont la conséquence fut d'empêcher la fuite de dizaine de milliers de Juifs d'Europe centrale. Sans évoquer directement ce sujet, un autre épisode de *Magnum, P.I.* aborde cependant la question. *Torah, Torah, Torah* [43] débute par une scène qui se déroule à Shanghai en 1945. La ville est alors aux mains des Japonais et subit un bombardement américain. Au sein de la population se trouvent des Juifs occidentaux, qui tentent de protéger des rouleaux sacrés. Il s'agit évidemment du « ghetto » de Shanghai, la ville ayant constitué l'un des rares lieux où les Juifs d'Europe purent se réfugier à partir de 1938. Si de ce sujet il n'est rien dit explicitement, bien qu'il serve de base à la suite (contemporaine) de l'histoire, le sort des Juifs persécutés des années 1930 et 1940, sans pays prêt à les accueillir, est cependant sous-jacent. D'emblée, évoquant sa rencontre avec le rabbin Asher Solomon, Thomas Magnum explique que celui-ci a fui la Pologne pour trouver refuge à Shanghai. Puis le rabbin évoque la manière dont il a rencontré Higgins, leur ami commun : « C'était en Palestine, après la guerre. Vous savez, la Palestine était alors contrôlée par les Britanniques, et pour les Juifs, il était impossible d'immigrer. [...] Grâce à l'obscurité, nous

avons ramé jusqu'au rivage. Quand nous sommes arrivés, il y avait un garde britannique qui se tenait là » (lequel garde est Higgins, qui tourne les talons et laisse les réfugiés entrer dans le pays).

Entre centralité et centralisation

Le recours à la Shoah dans les séries permet aussi de marquer ou d'évoquer la judaïté d'un personnage. Ainsi, dans E.R. (Urgences, 1993-2009), qui lors de ses premières saisons était en tête de l'audience, c'est le cas avec l'urgentiste Mark Greene. Dans A Miracle Happens Here [44], une vieille femme victime d'une agression est amenée aux urgences. L'un des infirmiers juge que « la petite dame va être groggy [sore] pour la messe de Noël ». Ce à quoi Greene répond : « Je ne pense pas que cette petite dame aille à la messe », désignant sur son avant-bras le tatouage du matricule d'Auschwitz. La suite prend un tour presque éducatif, à destination du téléspectateur :

L'infirmier. — C'est quoi ?

Greene. — C'est une rescapée [survivor].

L'infirmier. — De quoi ?

Un secouriste. — Camp de concentration.

Plus tard, discutant avec Hannah Steiner, la rescapée, il lui explique qu'il est l'enfant du mariage « d'un Juif agnostique et d'une catholique non pratiquante ». D'une certaine manière, la représentation des Juifs américains comme héritiers de la Shoah revient à intégrer l'événement au sein de l'histoire américaine elle-même, comme faisant partie de sa propre histoire, et non celle d'une Europe lointaine.

Dans un tout autre registre, la série Sons of Anarchy (2008–), sorte de Hamlet revu sous la forme d'un « club » de motards en lutte pour le contrôle d'une petite ville américaine avec d'autres gangs, parmi lesquels un d'extrême droite, donne lieu à un échange entre Gemma Teller Morrow, figure matriarcale et compagne du chef du clan dont on suit les aventures, et Ernest Darby, leader d'un gang de suprémacistes blancs.

Gemma, désignant un tatouage nazi. — Intéressant nouvel accessoire.

Ernest. — Je l'ai ramassé pendant ma petite retraite à Chino. C'est simple, mais ça dit tout.

Gemma. — Les médecins juifs qui gardent ta mère en vie doivent apprécier.

Ernest. — C'est vrai, tu as un peu de juif en toi, n'est-ce pas ?

Gemma. — Un peu. Du côté russe en colère. C'était sympa de te parler. J'dois prendre mon train retour pour Auschwitz.

Mais l'introduction de la Shoah dans les scénarios dépasse, et de loin, les seuls personnages juifs. Un phénomène marque l'évolution du traitement du nazisme et de la guerre au sein de cette production. Dans les années 1950 à 1970, un nazi peut apparaître sans que les crimes qu'il a commis soient évoqués, comme dans The Re-Collectors Affair [45], un épisode de The

Man from U.N.C.L.E. (Des Agents très spéciaux, 1964-1968) où est évoqué le pillage des œuvres d'art, ou encore dans *The Case of the Renegade Refugee* de Perry Mason. Le personnage peut même s'être rendu coupable de l'un ou l'autre des crimes du IIIe Reich sans forcément avoir trait au sort des Juifs. *The Twilight Zone* (La Quatrième Dimension, 1959-1964) présente ainsi deux épisodes portant sur le nazisme, sans que la Shoah soit mentionnée. Dans *Deaths-Head Revisited* [46] et *He's Alive* [47], ce n'est pas le sort des Juifs qui est traité, mais celui des victimes des camps de concentration, et le camp nommé est Dachau.

Si la confusion entre les différents crimes commis par le IIIe Reich et l'absence de compréhension concernant la spécificité de la Shoah durant cette période (voire une répugnance à aborder le sujet) peuvent être avancées comme explication dans certains cas, celle-ci est pourtant peu crédible en ce qui concerne *The Twilight Zone* [48]. Son créateur, et scénariste de ces deux épisodes, Rod Serling connaît sans doute mieux la Shoah que la majorité des auteurs de cette période. Juif lui-même, c'est aussi un ancien combattant de la guerre, non pas en Europe mais sur le front Pacifique. En 1960, il a mis en scène à la télévision dans l'anthologie *Playhouse 90* (1956-1961), le drame *In the Presence of Mine Enemies* [49], qui se déroule dans le ghetto de Varsovie et consiste dans un face-à-face entre une famille juive (dont le patriarche est incarné par Charles Laughton) et des Allemands (parmi lesquels Robert Redford, débutant).

À partir des années 1970 on assiste à un basculement dont le résultat est que désormais, dans les séries, tout ancien nazi a participé à la Shoah [50], phénomène qu'Ophir Lévy désigne comme le «magnétisme de la Shoah [51]». Cette focalisation a pour parallèle un phénomène identique en ce qui concerne les lieux symboles, avec une convergence en direction d'Auschwitz, qui s'impose comme le lieu quasi unique du crime, parfois en dépit de tout fondement historique. Cette centralité conférée à la Shoah par les scénaristes et la centralisation du crime à Auschwitz confine parfois à l'absurde. Dans *Legacy* (*Reasonable Doubts*), le criminel nazi est un ancien *Waffen SS*, combattant du front de l'Est responsable de la mort de plusieurs milliers de Juifs. Pourtant, ce n'est pas du massacre des Juifs d'URSS qu'il est coupable, mais du meurtre de Juifs envoyés du camp d'Auschwitz au service de son unité... Dans *Yahrzeit*, épisode de *CSI: NY* déjà mentionné, l'ancien nazi a lui-même été livré en camion ses voisins juifs à Auschwitz, les dupant en leur faisant croire qu'il les emmenait hors d'Allemagne. Si, d'un point de vue historique (voire scénaristique), un tel scénario relève du ridicule, d'autres se montrent bien plus rigoureux.

Abordant également la question de la trahison et de la tromperie, *Night and Fog* [52] de *Law & Order* a pour point de départ le meurtre d'une rescapée de la Shoah. L'enquête révèle que c'est son époux, un rescapé lui aussi, qui l'a tuée: elle avait découvert qu'il avait changé d'identité au sortir de la guerre, après avoir été un policier juif du ghetto de Lodz, d'un rare sadisme. Sujet délicat s'il en est, le traitement qui lui est consacré est d'une rare finesse, les scénaristes allant jusqu'à fonder les informations mentionnées dans l'épisode sur des ouvrages historiques de première main, tel que le *Calendrier d'Auschwitz* établi par Danuta Czech. Dans un autre registre, *The Ten Percent Solution* traite de la question du pillage des «biens juifs», non seulement bien avant que le thème n'occupe le devant de la scène, mais aussi d'une façon solidement étayée historiquement, évoquant par exemple l'*Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg* (ERR) comme acteur du pillage. Mais au-delà de l'incarnation de l'événement à travers la réalité, un autre genre parmi les séries télévisées a largement abordé la destruction des Juifs, celui de la science-fiction.

Une allégorie récurrente : la Shoah dans la science-fiction

C'est avec *Patterns of Force* [53], un épisode de l'emblématique série *Star Trek* (1966-1969), que, sous la forme d'une allégorie des plus explicites, la Shoah est présentée pour la première fois dans une série télévisée comme un plan d'ensemble visant à la destruction de toute une population. Jusque-là, son évocation se cantonnait à aborder le sort d'individus isolés (nazis, rescapés) au lendemain de la guerre. La série, fondée sur l'un des mythes américains majeurs, celui de la frontière [54], narre les aventures de l'équipage d'un vaisseau spatial, l'USS *Enterprise*, dont la mission est d'explorer l'univers. Par bien des aspects, sous couvert de science-fiction, elle brise certains des tabous de l'Amérique des années 1960, présentant notamment un équipage multiethnique dans un pays où perdure la discrimination et où la lutte pour les droits civiques occupe la scène politique.

Patterns of Force débute par une mission qui amène l'équipage de l'*Enterprise* à proximité de deux planètes, Ekos et Zeon, peuplées d'humains. Kirk et Spock, les deux personnages principaux, débarquent sur Ekos où ils assistent à un tabassage opéré par des hommes en uniforme de la SA. Identifiant immédiatement avoir affaire à des nazis (tout en se demandant comment une telle réalité est possible), ils assistent à la diffusion d'un journal télévisé qui s'ouvre par l'annonce que le « Führer a décidé de rendre la capitale vide de Zeons [Zeon free]. Nos troupes héroïques ont commencé à se débarrasser des monstres zeons qui empoisonnent notre planète » et se conclut par : « Partout, les préparatifs sont en cours en vue de la décision finale : mort à Zeon. » Les images censées représenter les Ekosians lors de ce journal télévisé sont d'authentiques extraits de films de propagande nazis (Hitler y est visible), présentant des troupes conquérantes ou de grands rassemblements.

D'emblée, le téléspectateur est informé de la réalité à laquelle se trouvent confrontés les membres de l'*Enterprise*. Un monde où résonnent des mots comme Führer, Sieg Heil, Fatherland ou encore « pureté raciale ». Quant à ceux que les Ekosians entendent exterminer et qui constituent « une menace, une maladie à éradiquer », leur identification n'est guère difficile : les Zeons que Kirk et Spock rencontrent se nomment Isak, Abrom et Davod... Pour autant, comme le pointe Kirk, rien ne distingue physiquement un Zeon d'un Ekosian [55]. La persécution qui est en cours vise un autre, identique en tout point à son bourreau. *Patterns of Force* constitue la première d'une longue série de productions télévisées de science-fiction (et de fantastique, genre proche de la science-fiction) représentant sous forme d'allégorie plus ou moins explicite la Shoah [56].

Dans *Angel* (1999-2004), spin-off de la série *Buffy, The Vampire Slayer* (*Buffy la tueuse de vampire*, 1997-2003), l'épisode *Hero* [57] une armée de démons « de sang pur » fanatiques, traque impitoyablement tous ceux de « sang mixte ». Si l'allusion n'était pas suffisamment explicite, les uniformes directement inspirés du IIIe Reich permettent au spectateur de n'avoir aucun doute à ce sujet. L'une des scènes, une « rafle », est une référence directe aux films traitant de la Shoah où la fouille d'un domicile se conclut par la découverte d'une trappe permettant d'accéder à une cache. Dans l'un des spin-offs de *Star Trek*, *Star Trek Deep Space Nine* (1993-1999), la Shoah est de nouveau évoquée, avec l'introduction de deux « races » extraterrestres, les Cardassians et les Bajorans, nouvelle allégorie des nazis et des Juifs (voir par exemple *Duet* [58]). Dans *Sliders* (*Sliders, les mondes parallèles*, 1995-1999), d'abord dans l'épisode *California Reich*, où l'on découvre une Californie aux mains

d'un régime nazi qui mène une politique de « préservation des emplois américains pour les ouvriers américains », en raflant et en envoyant dans des camps tout non-blanc ; puis avec un arc narratif introduisant une race humanoïde, les Kromaggs, qui asservit les humains qu'elle ne tue pas ou les utilise à des fins d'expérimentations médicales [59]. Les références ne manquent pas dans nombre d'autres séries, comme Terminator: The Sarah Connor Chronicles (2008-2009), Fringe (2008-), Stargate SG-1 (1997-2007) ou encore Battlestar Galactica (2004-2009), série éminemment politique.

Mais c'est au début des années 1980 qu'une autre production de science-fiction utilise directement la Shoah comme thème central: V (1983-1985) [60], une fiction où la Terre est envahie par des extraterrestres (les « visiteurs »), qui se prétendent initialement amicaux. Tout y rappelle tant le IIIe Reich que la Shoah. En premier lieu le décorum: le style des uniformes des envahisseurs, la symbolique utilisée (une demi-swastika leur sert d'emblème), la propagande qu'ils mettent en œuvre (affiches, journaux télévisés...). Ensuite leur politique avec la mise en place de mouvements de jeunesse où militent les Terriens qui leurs sont favorables ou encore l'élimination systématiquement des scientifiques. Le V, qui donne son titre à la série, est la reprise du V de la victoire introduit par la propagande anglaise lors de la Seconde Guerre mondiale, remis à l'honneur par l'un des personnages principaux qui refuse de se soumettre aux « visiteurs », Abraham Bernstein, rescapé de la Shoah. L'allégorie est d'ailleurs explicitement revendiquée par Kenneth Johnson, le créateur de la série, qui explique avoir voulu évoquer le IIIe Reich et la Shoah sous la forme d'un récit de science-fiction [61].

The West Wing ou l'héritage politique de la Shoah

C'est sans doute avec The West Wing que le poids de la Shoah aux États-Unis et son héritage politique est le plus clairement et le plus explicitement montré. Créée en 1999, cette série majeure des années 2000 scrute la vie politique américaine à travers un président des États-Unis démocrate (Josiah « Jed » Bartlet) et son cabinet. Avec la victoire républicaine à l'élection présidentielle de 2000, son créateur et principal scénariste durant les quatre premières saisons, Aaron Sorkin, la développe en opposition face à la réalité incarnée au même moment par la présidence Bush. Traitant de tous les sujets et enjeux de la vie américaine (et proposant souvent aussi bien les visions démocrates que républicaines [62]), The West Wing aborde à plusieurs reprises la Shoah. L'épisode Noël [63] traite du pillage des « biens juifs », avec la découverte d'un tableau provenant du vol d'un collectionneur d'art par les nazis accroché dans la Maison Blanche. Rappelant au passage les lois de Vichy et le sort du collectionneur, mort à Auschwitz, C. J. Cregg, la porte-parole de la Maison Blanche, restitue le bien à son propriétaire légitime, la fille du collectionneur. Si cet épisode pourrait presque relever de l'exercice convenu, en revanche, à deux reprises la Shoah est convoquée dans le cadre d'autres sujets.

Dans Six Meetings Before Lunch [64], Josh Lyman, l'un des personnages principaux, chef de cabinet adjoint, est chargé de mener des discussions avec un avocat noir, Jeff Breckenridge, spécialiste des droits civiques, pressenti par la présidence pour une nomination au poste d'assistant attorney general pour les droits civiques. Ce dernier a apporté son soutien à l'ouvrage revendiquant le versement d'indemnités aux descendants d'esclaves, au titre de réparations, et la discussion qui prend place donne lieu à la défense de cette revendication, à

laquelle Lyman, qui défend la position du gouvernement, oppose des arguments contraires. La position qu'il défend relève de celle de l'Américain blanc («Rappelez-vous des six cent mille Blancs qui sont morts pour mettre fin à l'esclavage»); ce à quoi Breckenridge répond: «C'est pour cela qu'ils sont morts?»), jusqu'à ce que, à court d'arguments, sa propre histoire familiale le fasse passer du rang d'Américain blanc à celle de descendant de rescapé de la Shoah: «L'officier SS de Birkenau à oublié de rendre à mon grand-père son portefeuille.» Cette saillie, à laquelle Breckenridge oppose le constat que c'est avec les Allemands que Lyman a un différend [65], donne l'occasion aux scénaristes de mettre en scène les mémoires blessées de deux communautés américaines [66]. Cette confrontation a pour objet de valider les revendications mémorielles de la communauté noire incarnée par Breckenridge (qui conclut la discussion en montrant combien il est vain et absurde de croire que l'on peut être indemnisé pour un crime d'une telle ampleur, commis il y a plus d'un siècle) [67].

Dans le cours de la quatrième saison, un autre sujet est abordé par le biais d'un pays imaginaire, le Kundu équatorial, pays d'Afrique où débute un génocide. Interpellé, lors d'un dîner œcuménique, par des prélats au sujet des massacres qui ont eu lieu au Kundu, le président Bartlet répond qu'il a eu «un rapport très vague des services de renseignements». L'un des ecclésiastiques lui demande en retour: «Si un génocide éclatait dans un petit pays européen, vos services de renseignements vous auraient-ils fourni ce matin un rapport aussi vague?» [68].

Si l'échange pointe le désintérêt américain à l'égard des nations africaines, l'objet de ce double épisode est d'évoquer le génocide des Tutsi au Rwanda, commis durant la présidence Clinton sans que les États-Unis interviennent, alors que quatre ans plus tard les États-Unis, avec le même président, intervenaient au Kosovo. Mais, par delà, le génocide des Tutsi a eu lieu sans qu'aucun pays intervienne, et à plus forte raison les États-Unis, pourtant devenus avec la fin de la guerre froide et l'éclatement de l'URSS l'unique superpuissance et, selon l'expression consacrée, «le gendarme du monde». Signant la vacuité du «Never again» («Plus jamais ça»), martelé depuis près d'un demi-siècle aux États-Unis (comme ailleurs) et repris à leur compte par les séries. Moins de dix ans après le génocide, Sorkin et ses co-scénaristes vont donc rejouer ce qu'aurait dû être l'attitude des États-Unis en 1994 à travers le double épisode Inauguration Part I et Inauguration: Over There [69]. Les auteurs, qui évitent de verser dans le manichéisme en mettant en scène une décision facile à prendre, montrent toute la difficulté qu'éprouve l'administration en place (comment justifier la mort de soldats américains pour des causes étrangères?) avant de trancher en faveur de l'intervention, redéfinissant au passage pas moins que la doctrine américaine en matière de politique étrangère. Et, selon le principe habituel de la série, les différentes positions politiques sont incarnées par les protagonistes de la série, ce qui donne notamment lieu à un échange entre Josh Lyman et Toby Ziegler (responsable de la communication du président), tous deux juifs:

Josh. — Je ne parle pas de mener deux guerres de front. Je ne parle pas de guerres... Mais intervenir quand il y a violence contre des personnes sans défense.

Toby. — Alors si nous allons ici, ils iront là. Et regardez, encore plus d'injustice là.

Josh. — Nous élisons ces gens. Si nous avons été les gendarmes du monde dans les années 30, toi et moi...

Toby. — Nous aurions eu bien plus de parents.

Rappel de la défaillance américaine face au sort des Juifs dans les années 1930 et 1940, l'échange signe la faillite de l'engagement moral pris par les États-Unis au lendemain de la guerre et l'appropriation par la nation américaine de cette histoire, qu'illustre l'engagement fédéral dans l'édification et le financement de l'United States Holocaust Memorial Museum, installé au cœur de la capitale. Si les auteurs de la série n'étaient pas en mesure de tirer un quelconque signal d'alarme lors du génocide des Tutsi, en revanche, la série s'achevait alors que les massacres du Darfour prenaient une résonance de plus en plus importante aux États-Unis, notamment à l'initiative d'institutions juives ou liées à l'histoire de la Shoah. Manière de cohérence avec le propos de *The West Wing*, et signant l'engagement définitif de la série sur ces sujets, Bradley Whitford (interprète de Josh Lyman) fut l'auteur du scénario d'un épisode traitant du Darfour [70], ce qui lui valut d'être l'invité de *Voices on Genocide Prevention*, émission de podcasting de l'United States Holocaust Memorial Museum [71], bouclant ainsi de façon symbolique la boucle initiée avec *Inauguration*.

Si les multiples évocations de la Shoah dans la série porte indéniablement l'empreinte d'Aaron Sorkin, elles sont également un reflet de la société américaine. Il ne faut pas négliger ici la finesse d'analyse des scénaristes, et leur maîtrise de l'univers politique américain et de ses rouages. Ils ont acquis une véritable acuité, faisant d'eux de remarquables observateurs de la vie politique américaine, dont l'illustration la plus évidente se révélera après-coup. En 2004, ils inaugurent avec la sixième saison un arc narratif qui s'achève en 2006 avec la fin de la septième et ultime saison : les primaires, puis la campagne présidentielle destinée à désigner le successeur de Jed Bartlet. La série suit l'attelage constitué par un élu démocrate d'origine latino, Matt Santos, coraqué par un Josh Lyman appelé à devenir son chef de cabinet, opposé à un républicain modéré, allié à un représentant de la droite du parti. Cette élection fictive prendra deux ans après sa diffusion une résonance toute particulière : le personnage de Santos a été inspiré par un sénateur qui venait d'être remarqué à l'occasion d'un brillant discours lors de la convention démocrate de 2004, Barack Obama. Le personnage de Lyman avait été créé en s'inspirant du démocrate Rahm Emmanuel (qui devint le chef de cabinet d'Obama), qui s'était illustré dans l'équipe Clinton. Quant à l'opposant républicain, les observateurs avaient noté lors de la diffusion de la série qu'il était inspiré de John McCain [72]. Plutôt que prophètes, les scénaristes de *The West Wing* ont été de très fins observateurs de la vie politique américaine, en mesure d'identifier nombre d'aspects de la vie politique de leur pays [73], parmi lesquels la mémoire de la Shoah pèse d'un poids non négligeable.

Au-delà de l'ultime frontière

Si la Shoah apparaît dans tous les genres de séries, il est un domaine où son évocation demeure rare, celui de l'humour. Celui-ci n'est cependant pas totalement absent et a été abordé de différentes manières. Par allusions, par l'intermédiaire de personnages clairement identifiés comme juifs, comme dans *Murphy Brown* (1988-1998), qui dépeint une équipe animant une émission d'information à la télévision. Miles Silverberg, le producteur, poursuivi par la malchance, constate, fataliste, que « c'est la manière qu'a choisie Dieu pour me punir d'avoir acheté une voiture allemande ». Dans *Thirtysomething* (Génération Pub, 1987-1991), série mettant en scène la vie d'un groupe de baby-boomers, l'un d'entre eux,

Michael Steadman, juif marié à une chrétienne, est invité par sa belle-famille à participer à une fête dans laquelle il ne se sent pas à sa place et déclare : « Je me sentirai comme si je portais un brassard jaune avec une étoile de David [74]

Mais ce sont deux autres purs produits de l'humour juif newyorkais, Jerry Seinfeld, héros de la série éponyme – qui fut l'un des plus importants succès télévisuels des années 1990 –, et le co-créateur de la série, Larry David, qui ont osé aller le plus loin, n'hésitant pas à rire explicitement avec la mémoire de la Shoah.

C'est le cas dans Seinfeld d'abord, à plusieurs reprises, comme dans The Bubble Boy [75] où, afin de faire taire sa petite amie dont le rire est insupportable, Jerry Seinfeld lui propose de regarder Holocaust à la télé. Ou encore dans The Raincoats [76], où le même s'attire les foudres de son entourage lorsque l'on découvre qu'il est allé voir La Liste de Schindler au cinéma avec sa petite amie, mais qu'il n'a rien vu du film, les deux ayant passé leur temps à s'embrasser :

Elaine. — Comment était le film ?

Seinfeld. — De ce que j'ai vu, il été plutôt bon.

Elaine. — Que veux-tu dire par « de ce que tu as vu » ?

Seinfeld. — Euh, en fait je n'ai pas pu voir tout le film.

Elaine. — Ah ? Pourquoi ?

Seinfeld. — Comme qui dirait, on flirtait.

Elaine. — Vous flirtiez pendant La Liste de Schindler ?

Seinfeld. — Je n'ai pas pu m'en empêcher. Nous n'avons pas été seuls depuis longtemps. Je n'ai pas pu résister.

Elaine. — Pendant La Liste de Schindler ?

Seinfeld. — Nous vivons tous les deux avec nos parents.

Larry David, dans la série qu'il dirige et dans laquelle il joue le rôle principal, Curb Your Enthusiasm (Larry et son nombril, 2000–), a été plus loin encore. En 2004, dans l'épisode The Survivor [77], il utilise le double sens que le terme survivor (rescapé) a pris aux États-Unis. Devenu depuis la fin de la guerre le qualificatif désignant les rescapés de la Shoah, l'équivalent anglais du « déporté » français, le mot, depuis le début des années 2000, a également pris une signification supplémentaire, avec l'émission de télé-réalité Survivor (pendant français de Koh Lanta). Dans The Survivor, David invite à dîner le rabbin, qui lui demande l'autorisation de venir accompagné par un « survivor ». Afin que ce dernier ne soit pas seul lors du repas, David demande à son père de venir accompagné de l'un de ses amis, lui aussi « survivor ». Mais la personne qui accompagne le rabbin est un participant du jeu de télé-réalité, alors que l'ami du père est un rescapé des camps. La confrontation des deux, qui se disputent afin de savoir qui a connu les conditions de survie les plus dures, s'achève par une question du participant à Survivor : « Avez-vous seulement vu notre émission ? », ce qui lui vaut en retour de la part du rescapé « Et vous, avez-vous vu notre émission ? Ça s'appelait la Shoah ! »

- [2] « Nous venons juste de recevoir une lettre de parents d'Europe, dont nous n'avions plus de nouvelles depuis la guerre », cité par Beth B. Cohen, *Case Closed: Holocaust Survivors in Postwar America*, New Brunswick (NJ), Rutgers University Press, 2007.
- [3] À l'heure actuelle, la télévision américaine compte deux formats principaux, l'un de 12 ou 13 épisodes, l'autre de 22 à 25 épisodes.
- [4] Plusieurs traitent directement de la Shoah, à commencer évidemment par *Holocaust* de Marvin Chomsky (1978). Moins connues en France, où elles n'ont jamais été diffusées, *Winds of War* (1983) et *War and Remembrance* (1988), adaptations des romans éponymes d'Herman Wouk, axées sur la vie de plusieurs familles (dont l'une est juive) à la veille de la guerre, puis durant celle-ci, mettent en scène à de nombreuses reprises des épisodes de la Shoah (fusillades, déportations... jusqu'à l'opération 1005). Plus récemment, un épisode de la série historique *Band of Brothers (Why We Fight)*, épisode 9 sur 10, 2001, produite par Steven Spielberg et Tom Hanks (2001) et inspiré du livre de Stephen E. Ambrose traitant de l'histoire d'une unité de parachutistes américains engagée en Europe de 1944 à 1945, est consacré à la découverte du camp de Kaufering.
- [5] Voir par exemple Peter C. Rollins et John E. O'Connor (dir.), *The West Wing: the American Presidency as Television Drama*, Syracuse (NY), Syracuse University Press, 2003. Cet ouvrage étudie la série *The West Wing* (À la Maison Blanche, 1999-2006), qui est alors en pleine diffusion et loin d'être achevée.
- [6] Pour ne citer que quelques exemples ayant directement trait au sujet ici traité, voir les travaux de Jeffrey Shandler, en particulier *White America Watches: Televising the Holocaust* (New York, Oxford University Press, 1999), ou encore Jonathan Pearl et Judith Pearl, *The Chosen Image: Television's Portrayal of Jewish Themes and Characters*, Jefferson (NC), McFarland, 1999, consacré à la représentation des Juifs dans les fictions télévisées.
- [7] *Child out of Time*, saison 2, épisode 18, 1967.
- [8] Multiplication des diffusions en première partie de soirée, accroissement du nombre des séries diffusées, ces dernières supplantant dans les choix des responsables des chaînes d'autres programmes.
- [9] Les séries britanniques, que nous n'aborderons pas ici, ne sont pas non plus en reste en matière d'évocation de la Shoah.
- [10] *The Case of the Renegade Refugee*, saison 5, épisode 13, 1961.
- [11] Saison 2, épisode 18, 1961.
- [12] *The Avenger*, 1962 (cité par Jeffrey Shandler, *White America Watches*, op. cit., p. 136-138).
- [13] *Season of Vengeance* (cité in *ibid.*).
- [14] *Vendetta*, saison 2, épisode 9, 1966 ; *The Butcher*, saison 4, épisode 11, 1968.
- [15] *Now You See Him*, saison 5, épisode 5, 1976.
- [16] *Stolen Tears*, saison 7, épisode 18, 1982.
- [17] Épisode pilote, 1981.
- [18] *Passages*, saison 1, épisode 15, 1984.
- [19] *Victims of Circumstances*, saison 5, épisode 16, 1989.
- [20] *Impact*, n° 1, 1955.
- [21] Saison 7, épisode 6, 1985.
- [22] Voir l'épisode *Dear Mummy*, saison 6, épisode 9, 1981.
- [23] Saison 12, épisode 16, 1980.
- [24] Saison 4, épisode 14, 2009.
- [25] Écrit par Mamet, l'épisode porte son empreinte jusque dans son dénouement.
- [26] Saison 1, épisode 7, 1982.
- [27] Il s'agit de l'épisode intitulé *The Butcher*, cité par Jonathan Pearl et Judith Pearl, *The Chosen Image*, op. cit., p. 154.
- [28] Saison 3, épisode 21, 2006.
- [29] *Yahrzeit*, saison 5, épisode 22, 2009.
- [30] *Walter and Edith Krieger*, saison 6, épisode 18, 2010.
- [31] Saison 3, épisode 2, 1995.
- [32] Saison 1, épisode 8, 1984.
- [33] Saison 2, épisode 11, 1993.
- [34] Saison 5, épisode 9, 1989.
- [35] Saison 14, épisode 18, 2004.
- [36] La proportion d'épisodes traitant de la Shoah est cependant très relative: la seule *Law & Order* compte 456 épisodes, auxquels il faut ajouter près de 500 autres si l'on prend en compte les différents spin-offs.
- [37] Saison 7, épisode 4.
- [38] Saison 10, épisode 8, 1999.
- [39] Saison 7, épisode 6, 2005.
- [40] Saison 1, épisode 9, 1972.
- [41] Saison 8, épisode 15, 1980.
- [42] Saison 2, épisode 2, 2004.
- [43] Saison 5, épisode 21, 1985. La série, qui se déroule à Hawaï, s'ancre très largement dans la zone asiatique. Le titre renvoie au code « Tora, Tora, Tora » qui signa le succès de l'attaque sur Pearl Harbor et qui donna son titre au film éponyme de Richard Fleischer, Kinji Fukasaku et Toshio Masuda (1970).
- [44] Saison 2, épisode 10, 1995.
- [45] Saison 2, épisode 6, 1965.
- [46] Saison 3, épisode 9, 1961.
- [47] Saison 4, épisode 4, 1963.
- [48] Sur la possibilité que la Shoah soit perceptible en sous-texte dans ces deux épisodes, voir dans ce volume l'article d'Ophir Lévy, « Le magnétisme de la Shoah », p.

405-422.

[49] Saison 4, épisode 17.

[50] Il existe quelques contre-exemples, pas toujours heureux et qui peuvent refléter également des conflits mémoriels. Dans Sue Thomas, F.B. Eye (Sue Thomas, l'œil du FBI, 2002-2005), série (inspirée d'une histoire vraie) dont l'héroïne est sourde, l'épisode The Holocaust Survivor (saison 2, épisode 13, 2004) évoque le sort des sourds dans le IIIe Reich. – Il n'est pas inutile de rappeler que le terme Holocaust est bien plus globalisant et peut englober de façon extensive les victimes du IIIe Reich, au-delà des seuls Juifs. Dans la série The Pretender (Le Caméléon, 1996-2000), l'un des personnages centraux (Hazards, saison 2, épisode 8, 1998) se révèle avoir été l'objet d'expériences médicales avec son frère jumeau dans les camps. Dans les deux cas, on fait remarquer à la victime: « Mais tu n'est pas juive. » Or, si les sourds ont bien été la cible de politique eugénistes du IIIe Reich, y compris de l'Opération T4, cela s'est produit hors de l'univers concentrationnaire. Quand aux jumeaux ayant subi les expérimentations médicales dans les camps, le « matériel humain » était fourni par les catégories acheminées en direction des camps (Juifs, Tsiganes...). La gémellité n'a pas constitué non plus un motif d'envoi dans les camps.

[51] Voir Ophir Lévy, « Le magnétisme de la Shoah », art. cit.

[52] Saison 3, épisode 13, 1993.

[53] Saison 2, épisode 21, 1968.

[54] L'importance de la frontière dans la construction de l'identité américaine a été théorisée en 1893 par l'historien Frederick J. Turner.

[55] Seule différence, évoquée par un Zeon, ceux-ci sont pacifiques: « Prendre une vie répugne notre peuple. Je crains que nous ne disparaissions sans combattre. » Il est là difficile de savoir si il s'agit par cette affirmation de souligner la violence dénuée de tout fondement des Ekosians contre les Zeons, ou le reflet de l'idée que les Juifs seraient morts sans résister.

[56] Il faut cependant se défier de vouloir voir dans tout récit de menace d'éradication d'une population une évocation de la Shoah. L'imaginaire américain est hanté par deux autres événements qui puisent aux mêmes racines. Tout d'abord le massacre des Indiens. Ensuite, et sans doute de manière encore plus importante, tant cette question est présente dans les productions de fiction (littéraires, cinématographiques ou télévisuelles) des années 1950 et 1960, la menace d'un « holocauste nucléaire », crainte qui, durant la guerre froide, hante le pays responsable d'Hiroshima et de Nagasaki.

[57] Saison 1, épisode 9, 1999.

[58] Saison 1, épisode 19, 1993.

[59] Là encore, le recours à l'uniforme indique immédiatement au téléspectateur ce dont il retourne.

[60] Même s'il s'agit initialement d'une miniserie, elle va ensuite être développée sous la forme de série, et l'ensemble est désormais considéré comme tel.

[61] L'allégorie est à ce point explicite que lorsqu'en 2008, ABC décide de reproduire la série, les nouveaux showrunners font savoir qu'ils n'entendent pas la reprendre, mais élargir leur propos à ce qui se produit quand les masses s'en remettent aveuglément à la foi qu'ils placent en leurs leaders (« Alien Lizards Set to Invade ABC in V », Variety, 9 octobre 2008: <http://www.variety.com/article/VR1117993725>).

[62] Si les valeurs démocrates sont clairement revendiquées, les positions républicaines (ou incarnées par le Grand Old Party, tout en pouvant être partagées par certains démocrates) ne sont pas caricaturées pour autant comme avec l'épisode Take This Sabbath Day (saison 1, épisode 14, 2000), qui a pour objet la peine de mort.

[63] Saison 2, épisode 10, 2001.

[64] Saison 1, épisode 18, 2000.

[65] « Your beef's with the Germans – You're damn right. »

[66] Dans Night & Fog, lors d'une discussion entre les enquêteurs travaillant sur l'affaire au sujet de la police juive des ghettos, un inspecteur noir retranscrit cette méthode nazie dans l'univers de l'esclavage: « Le mal absolu. Convaincre les esclaves de faire fonctionner la plantation. » Cette analogie entre sort des Noirs et celui des Juifs est également présente dans la série Homefront (1991-1993); voir Jeffrey Shandler, *White America Watches*, op. cit., p. 202-203.

[67] Un autre épisode traitera de l'autre grande « communauté » victime des États-Unis, les Indiens (The Indians in the Lobby, saison 3, épisode 7, 2001).

[68] Inauguration Part I, saison 4, épisode 14, 2003.

[69] Saison 4, épisode 15, 2003.

[70] Internal Displacement, saison 7, épisode 11, 2005.

[71] Émission du 28 mars 2006 (<http://www.usmmm.org/genocide/analysis/details.php?content=2006-03-28>).

[72] Jacques Steinberg, « "West Wing" Writers' Novel Way of Picking the President », *The New York Times*, 10 avril 2006. McCain n'annoncera sa candidature à l'investiture républicaine qu'en avril 2007, soit deux années après avoir servi de modèle à l'équipe de The West Wing.

[73] Voir par exemple l'article de Brian Stelter, « Following the Script: Obama, McCain and The West Wing », *The New York Times*, 29 octobre 2008. À la veille de l'élection, un journaliste politique du Telegraph avait écrit une note sur son blog intitulée « Barack Obama will win: it's all in The West Wing », http://blogs.telegraph.co.uk/news/danielhannan/5445316/Barack_Obama_will_win_its_all_in_The_West_Wing/.

[74] Cité par Jonathan Pearl et Judith Pearl, *The Chosen Image*, op. cit., p. 168.

[75] Saison 4, épisode 7, 1992.

[76] Saison 5, épisode 19 et 20, 1994.

[77] Saison 4, épisode 9, 2004.

Du militantisme à L'action.

L'activisme antisémite des ultras de la Collaboration

parution initiale:

Dans Revue d'Histoire de la Shoah 2013/1 (N° 198), pages 179 à 193

Longtemps l'ultra-collaboration et l'engagement aux côtés des Allemands ont été perçus en France comme relevant de deux catégories. D'un côté, les intellectuels, de Céline à Brassillach, en passant par les Cousteau et autres Rebatet, déversant leur haine antisémite à longueur de colonnes et d'ouvrages, de l'autre, une collaboration au service des Allemands imputable soit à des malfrats et des repris de justice, les Bony et Laffont à Paris ou autres Spirito et Carbone à Marseille, soit à des individus sans réelle idéologie, incarné par la figure fictive d'un Lacombe Lucien ayant pris dimension de paradigme historique.

Un tel tableau ferait de la France l'unique nation de l'Europe allemande dénuée de tout engagement pronazi, militaire ou policier, par des militants de l'ultra-collaboration, là où partout ailleurs, de la Belgique à la Hongrie, des Pays-Bas à la Roumanie, les partis pronazis ont joué un rôle de premier plan, des Croix fléchées à la Garde Hlinka, de la Garde de fer au VNV belge.

De fait, la police allemande en France, dont les effectifs étaient faibles, a pu s'appuyer sur un nombre important d'agents français ayant rallié ses rangs, issus avant tout des partis de l'ultra-collaboration. Ce sont des membres du PPF, du RNP, du MSR ou d'autres mouvements au rayonnement moins important qui ont fourni le gros des effectifs français de la police allemande. Il ne s'agit pas ici de s'intéresser au rôle de ces hommes au sein de la police allemande, rôle qui a fait l'objet d'une étude à travers le cas du SD de Grenoble [2], mais à leur activité avant qu'ils ne rallient les rangs allemands. Car durant toute la guerre, les adhérents et sympathisants de l'ultra-collaboration ont largement milité, tracté, vendu les organes de leurs partis et revendiqué. Et cette activité ne s'est pas limitée à ces seuls domaines. Elle a régulièrement donné lieu à des actions violentes, particulièrement à l'encontre de la population juive.

Or si de nombreux ouvrages se sont penchés sur les intellectuels de l'ultra-collaboration, rarement le militantisme, base numérique – certes réduite à quelques dizaines de milliers de personnes – de cette même ultra-collaboration, a été évoqué. Pourtant, les militants se sont adonnés à une importante activité antisémite, reflet de leur idéologie. Et c'est l'évidence même que de souligner que la violence antisémite professée par les intellectuels n'est que le reflet d'une pensée partagée par l'immense majorité de l'ultra-collaboration, dont l'exercice ne s'est pas limité au verbe. Durant les cinq années d'existence du régime de Vichy et de l'Occupation, l'activisme antisémite a tenu une place importante chez ces hommes. L'exemple des militants de l'ultra-collaboration en Isère, de leurs actions et de leur évolution, en est une illustration.

Sous la bannière du PPF

En Isère, l'essentiel de la force collaborationniste est constitué par le PPF. À cela, rien de surprenant. Avec Paris et Marseille, Lyon et ses alentours, jusqu'à Grenoble, constituent le

troisième grand bassin du militantisme doriotiste. C'est notamment dans ces régions-là que, dès les lendemains de la défaite, se multiplient les actions antisémites : attaques contre des magasins appartenant à des Juifs, qui sont investis et occupés par les militants ou dont les vitrines sont brisées, menaces de tous ordres et violences physiques, certes limitées, le disputent aux distributions de tracts appelant au boycott des « commerces juifs », aux inscriptions et autres appositions d'affiches antisémites annonçant « Mort aux Juifs » ou « Juifs à la porte ». De telles manifestations du PPF se déroulent simultanément dans toutes les villes de France. L'activisme du parti est tel que la Sûreté nationale dresse en septembre 1940 un « récapitulatif des principales manifestations PPF depuis l'armistice [3] ». Selon ce rapport, slogans et revendications se focalisent sur trois points : antimaçonnisme, xénophobie et antisémitisme [4]. Mais si les slogans antimaçonniques et xénophobes sont sporadiques, les attaques antisémites sont en revanche une constante que l'on retrouve dans chaque manifestation. L'Isère ne déroge pas à la règle. À Vienne, des inscriptions recouvrent les maisons. À côté des « vive Doriot » et « à bas Hussel » fleurissent les « À bas les Juifs » et autres « À bas les métèques », tandis qu'à Grenoble, les militants collent affiches et placards sur des vitrines de magasins, tel que « Achetez français, À bas les juifs ! ».

Cette agitation coïncide avec la définition par le parti d'un nouveau programme politique [5]. Articulé en une quarantaine de points, il ne diffère guère de ce qui se prépare à Vichy : réforme des institutions, exclusion des étrangers, programme social en faveur des anciens combattants, épuration politique et administrative visant les responsables désignés de la défaite que sont les hommes politiques de la Troisième République, les Juifs et autres francs-maçons... Si la question juive figure en bonne place dans ce programme avec l'abrogation des décrets Marchandeaup et Crémieux, la mise en place d'un statut et la confiscation des biens, elle n'est pas pour autant prépondérante au regard des autres cibles désignées. Pourtant, le PPF se découvre une passion antisémite qui s'installe rapidement au cœur de ses revendications.

Dans le sillage de son Congrès national des 10 et 11 août 1940, le parti de Doriot entame une intense campagne de propagande. L'Émancipation nationale, voix du parti, concentre l'essentiel de ses attaques contre les Juifs et les francs-maçons, à tel point que cet acharnement exclusif conduit Doriot à rappeler à Maurice Lebrun [6] de ne pas oublier les communistes : « Vous avez été emportés par la passion antimaçonnique et antijuive et vous avez oublié nos bons amis [les communistes]. Il ne faut rien atténuer du point de vue journalistique sur les deux premières questions, bien au contraire, il faudra célébrer le statut quand il sortira des délibérations ministérielles comme une grande victoire et continuer contre eux [les Juifs] une violente campagne. [...] Sur les francs-maçons continuez vos campagnes pour l'assainissement et l'épuration des administrations [7]. »

Des militants organisés

À l'instar de son modèle, le Parti communiste, le PPF est organisé et structuré. Il dispose notamment d'une section jeunesse, l'Union populaire des Jeunesses françaises (UPJF) [8]. Si l'on en croit les sources policières, en mars 1942, l'UPJF comptait en Isère cent cinquante membres – le chiffre semble cependant exagéré –, âgés de 15 à 25 ans, dont l'activité ne diffère en rien de celle de leurs aînés : elle « consiste en l'apposition et la vente du journal

“l’Émancipation Nationale”, en la distribution de tracts antijuifs et anticommunistes et la propagande en faveur de la Révolution Nationale [9]». Ses membres ont également droit à des cours politiques sur «la Collaboration, le gaullisme et l’antisémitisme», dispensés par Louis Robier, cadre local du parti et futur secrétaire fédéral, ou par Raoul Candelone, secrétaire fédéral de l’UPJF et délégué régional de L’Émancipation nationale [10].

C’est ainsi que la police surprend à Grenoble, de nuit, Candelone et des militants de la section, lors d’un collage de papillons «Jacques Doriot contre le marché noir, contre les Trafiquants Juifs». De tels exemples pourraient être multipliés à l’infini. Dans un premier temps, c’est la propagande qui monopolise l’activité des militants avec la distribution de tracts dénonçant encore et toujours le «péril Juif». Ces quelques exemples illustrent l’intense activité, essentiellement antisémite, que déploie le PPF. La question juive est une des préoccupations majeures du PPF, l’antisémitisme, «un des points fondamentaux de son programme [11]», et les militants, jusqu’aux plus jeunes, sont pleinement investis dans la propagande et l’agitation qui en découle.

La section PPF de Grenoble dispose également d’un service d’ordre (SO) [12], théoriquement chargé d’assurer la protection des réunions et autres meetings : c’est en fait le bras armé du parti, réalisant les coups de main. Dirigé par Raoul Rollin, électricien de son état, ce groupe est fort d’une dizaine de membres en uniforme. Mais Rollin ne se contente pas de cette seule activité. Il procède à la collecte du renseignement pour le parti, puis, à partir du déclenchement de Barbarossa, devient l’animateur du bureau local de la LVF. Il est également un correspondant zélé du CGQJ. Débordant d’énergie, il dénonce régulièrement et abondamment tant les Juifs que les gaullistes et les communistes, qui à la police de Grenoble [13], qui à la SEC [14]. C’est sous sa houlette que l’activité militante, à Grenoble, franchit un premier seuil, passant de la distribution de tracts à la délation et à la violence physique.

Le Juif doit payer

Dans la nuit du 29 au 30 juillet 1942, le siège grenoblois du PPF est la cible d’une attaque qui provoque, pour tout dégât, le bris des vitres du local. L’affaire est minime aux yeux des représentants de l’ordre, pourtant prompts à dénoncer tout acte séditieux : les rapports de police font état «d’accident» ou, usant de guillemets, «d’“attentat”». Pourtant le lendemain, dans la nuit du 30 au 31 juillet, cinq magasins ont leurs vitres «brisées à coups de pierre [15]». Tous appartiennent à des commerçants juifs – ou plutôt appartenaient, ayant été confisqués par le régime de Vichy et confiés à des administrateurs provisoires dans le cadre de la politique d’«aryanisation».

Si ces actes ne sont pas revendiqués, la police établit immédiatement la liaison entre les deux faits : «Les auteurs de ces bris de vitres n’ont pas été identifiés. Ils semblent cependant devoir être recherchés parmi les membres du P.P.F. qui se font remarquer par leur attitude antijuive. Les faits ci-dessus semblent être la conséquence de l’“attentat” commis contre le bureau du P.P.F. rue du Lycée [16].» Et même si le préfet informe l’Intérieur le jour même par un rapport [17], aucune sanction n’est prise à l’encontre du PPF, qui cache à peine ses responsabilités. Interrogé par la police, Pierre Contensouzac, secrétaire fédéral du PPF, déclare qu’«il est indéniable que ces actes aient été commis par des membres d’organisations nationales, mais il ne m’appartient pas de vous les désigner [18]».

Deux interceptions postales lèvent tout doute sur l'origine de l'action. Dans une lettre expédiée au début du mois d'août, le secrétaire de l'Union populaire des Jeunes françaises de l'Isère écrit : « La semaine dernière, les communistes continuant à Grenoble, leur action criminelle, ont fait sauter à la dynamite dans la nuit la façade de notre permanence. Il s'agissait, comme je te l'ai déjà dit, de créer un climat de guerre civile pour le 1er et le 2 août. [...] La force a du bon dans certains cas. Nous saurons l'employer quand il le faudra. C'est ainsi que, vingt-quatre heures après l'attentat contre le siège du P.P.F., les magasins juifs de Grenoble étaient démolis par des "vandales" selon la presse locale [19]. »

Un compte rendu d'activité du 2 septembre, rédigé par Rollin est plus révélateur encore :

Mon compte rendu est un peu en retard mais j'ai été malade pendant quelques jours, et malgré que j'ai [sic] voulu continuer quand même mon travail j'ai été très handicapé. [...] Ce compte rendu étant le premier que j'ai l'honneur de rédiger pour le service d'ordre de la fédération de l'Isère et d'autre part le service d'ordre venant a [sic] peine de se constituer, le texte n'en sera pas très long. Après guerre le début de l'action à Grenoble date de quelques mois et cette action comprenait beaucoup d'affiches, de tracts, affiches, Émancipation etc. Ensuite nous eûmes l'idée de décorer les magasins juifs d'Étoiles de David d'un très beau jaune avec en dessous le mot « Juif ». Ceci eut un très grand retentissement en ville et la réaction du public fut en bien des cas, très favorable à notre action. Après quelque temps d'agitation courante, notre permanence sauta probablement à l'aide d'une cartouche de cheddite déposée entre le volet et la vitrine. Nous eûmes assez de dégâts qui sont réparés à l'heure actuelle. Mais ce qui n'est pas encore réparé faute de matière première ce sont ces superbes vitrines de commerçants juifs qui comme par un hasard extraordinaire tombèrent dans la nuit d'après l'attentat de notre permanence. Nous devons venger notre camarade Gachelin et au moment du départ pour une expédition punitive chez un gros juif de Grenoble, un ordre supérieur nous en empêcha. Nous commençons à l'heure actuelle une période d'agitation qui ira « crescendo » jusqu'au mois d'octobre [20].

L'activité revendiquée par Rollin se concentre essentiellement, voire uniquement, sur le harcèlement de la population juive et c'est la mission qu'il assigne au service d'ordre du PPF. Il met ainsi clairement en place une politique de représailles, telle l'expédition punitive avortée, évoquée par Rollin, qui est la réponse à un appel de Doriot lancé à l'enterrement de Gachelin, secrétaire fédéral de Seine-et-Oise abattu le 6 août 1942. Le chef du PPF déclare à cette occasion : « C'est contre nous que les assassins s'acharnent. Je le dis, de tels crimes restent impunis, ç'en est assez. Ton sang appelle le sang ! [21] ».

Dans sa biographie consacrée à Jacques Doriot, Jean-Paul Brunet note à ce sujet que « malgré l'impatience de la base – certains orateurs dans les sections lançaient de véritables appels au meurtre – Doriot ne voulut pas lancer son parti dans la voie des représailles qui [...] n'auraient pu toucher que des hommes réputés sympathisants du parti communiste [22] ». Si effectivement les dirigeants du PPF, à l'origine de l'« ordre supérieur » évoqué par Rollin, ont empêché les représailles, la cible n'en était pas pour autant les communistes ou leurs sympathisants. Si le crime est attribué au PC, le châtement lui doit s'appliquer au « gros Juif de Grenoble ». De même, si l'attentat contre le local du PPF à Grenoble est attribué aux com-

munistes, ce sont les Juifs qui doivent payer. Des communistes ont pu être choisis pour cible en d'autres lieux, mais le choix de faire subir des représailles à des Juifs ne fut sûrement pas circonscrit au seul service d'ordre de Grenoble.

Peu à peu se met en place une politique de représailles bien définie : quoi qu'il arrive, le Juif doit et va payer. Les militants du PPF montrent ainsi leur politique, celle qu'ils pourront mener une fois acquise leur pleine liberté d'action, tout comme le feront les autres groupes collaborationnistes. Le substrat idéologique des collaborationnistes est cohérent : le Juif est responsable de tout, il doit donc en subir les conséquences.

Une « solution finale »

Le 25 septembre 1942, le PPF, par le biais des Cercles populaires, organise à Grenoble une conférence consacrée à « la France dans l'Europe nouvelle ». Aux côtés des dirigeants locaux du parti intervient un conférencier venu de Paris, Pierre-Émile Jalbert. « Homme de lettres et délégué général des Cercles populaires français [23] », c'est est un proche de Victor Barthélémy et de Maurice Lebrun, deux des hommes forts du PPF. De cette conférence, il existe un compte-rendu, établi par un inspecteur des Renseignements généraux venu surveiller la réunion.

Le discours qui est tenu comporte quelques précisions sur le sort à réserver aux Juifs dans l'Europe nouvelle : « M. Pierre-Émile Jalbert attaque avec violence dès le début les dirigeants de l'ancien régime et surtout les Juifs. Il fait d'eux en termes très fougueux les fautifs de tous nos malheurs et propose contre eux, non pas des sanctions mais leur extermination sans arrière-pensée humanitaire [...]. Son sujet est surtout que les Juifs vivent en parasites dans toutes les branches de notre activité et que nulle part on [ne] les trouve dans les emplois où le travail manuel est nécessaire [24]. »

Les idées énoncées par Jalbert n'appellent guère de doutes en matière d'interprétation : un appel à la mise à mort des Juifs, « sans arrière-pensée humanitaire ». La violence de sa diatribe est telle que, même pour un inspecteur des RG, elle ne peut être rapportée sinon de manière euphémisée (les Juifs ont été évoqués « en termes très fougueux ») et substantielle (« leur extermination »). Mais un autre élément montre combien, pour les contemporains qui ne sont pas des militants du PPF ou d'autres partis ultras, cette déclaration est violente. L'un des membres du cabinet du préfet, qui a lu le rapport, en a souligné deux mots : « leur extermination ».

Or ces propos sont tenus à peine un mois après la rafle de zone libre qui, le 26 août 1942, a envoyé des milliers de Juifs en zone occupée, et deux mois après le Vél' d'Hiv, deux événements qui ont fortement heurté l'opinion publique. Pour les ultras en revanche, il en est tout autrement. Ces rafles constituent un moment de jubilation, comme l'exprime un militant du Parti franciste à l'un de ces camarades grenoblois : « J'espère que les juifs de z.n.o. doivent la trouver mauvaise que l'État en raffle [sic] aussi par là. Hier j'ai vu un train de youtres arrivés de Limoges. Les types enfermés dans des "40 hommes, 8 chevaux", cadénassés, un vrai régal, à Paris de nouvelles rafles ces jours-ci ont fait du bien [25]. » Là où les discours « publics », ceux tenus lors de grands meetings et destinés à être fortement publicisés, ou encore les écrits sont policés et leur violence relativement contenue, en revanche, en privé

ou devant un parterre restreint comme lors de la conférence de Jalbert, la parole est plus libre.

Il est difficile de déterminer ce que peut alors éventuellement savoir Jalbert du sort des Juifs déportés, mais une certitude s'impose : pour lui, comme pour une part sans doute importante des quatre cents auditeurs venus écouter l'orateur du PPF, « l'extermination des Juifs » est souhaitée et ardemment désirée. Les collaborationnistes appellent de leurs vœux l'élimination physique des Juifs et militent en ce sens.

Mais il existe un canal d'information par lequel circulent des informations sur le sort des Juifs à l'Est : la LVF. Car, à l'instar de tous les combattants présents sur le front, les engagés volontaires français sont informés de l'assassinat de masse des Juifs sur les territoires soviétiques et polonais [26]. Bien plus, ils en sont témoins, comme le rapporte l'un d'entre eux :

Nous avons vu de nos propres yeux ramasser dans les villages environnants 600 à 650 hommes, femmes, enfants au sein, vieillards qui travaillaient paisiblement leur terre pour manger. En les faisant passer pour des juifs, les ont parqués comme des bêtes dans des kolkhoses (granges à foin), puis le lendemain, leur on fait creuser leurs tombes. Les ont fait mettre nus jusqu'à la ceinture, puis un premier rang à genoux devant le trou, et le [sic] SS les ont abattus à coups de revolver dans la nuque. Puis, ont fait coucher un deuxième rang sur les premiers, visage contre terre, et tués également dans la nuque. Jusque la fosse soit pleine. Puis d'autres Russes ont bouché la fosse [27]

Ce type de témoignage n'est pas unique. Jean-Baptiste Emmanuelli, autre volontaire, rapporte avoir été témoin à Orel de l'exécution de Juifs [28]. Et, plus encore, les LVF jouent également un rôle direct dans les massacres, comme à Kruszyna, dans le district de Radom, où ils participent à l'exécution de 113 Juifs [29].

Il fait peu de doutes que certains des engagés PPF (au premier rang desquels Jacques Doriot), qui constituent une partie importante des volontaires de la LVF, aient répercutés vers la France des informations sur le sort des Juifs. Une telle information ne peut que faire partie des « nouvelles du front » évoquées dans la correspondance ou rapportées par les permissionnaires. À plus forte raison au vu de la place centrale que tient l'antisémitisme au sein du parti et parmi ses militants, de telles « bonnes nouvelles » figurent sans doute en bonne place parmi les choses qui sont partagées entre personnes ayant la même idéologie. Et c'est en prenant en compte cette dimension qu'il faut relire certains écrits ou déclarations des ultras, particulièrement ceux des dirigeants et intellectuels, tant il paraît peu probable qu'un homme comme Doriot, parti sur le front de l'Est depuis septembre 1941 et qui revient régulièrement en France, n'ait pas évoqué ce sujet avec ses proches.

Lors du congrès interdépartemental du PPF à Lyon en octobre 1942, Victor Barthélémy, qui en assure la présidence, se lance dans une déclaration durant laquelle il évoque successivement la lutte de l'Allemagne contre « la bolchevisation du monde » puis s'attaque aux « capitalistes enjuivés attachés à Londres et à Washington » avant de finalement conclure : « Quant au ravitaillement, une constatation : rien ne marche. Son organisation, telle qu'elle est conçue, est une chose absurde. Producteurs, répartiteurs, consommateurs, tous sont mécontents. Le marché noir s'est installé chaque jour de plus en plus, et aujourd'hui on crie à

tort et à travers que les Allemands nous prennent tout. C'est inexact. Ce qui est exact c'est que le Juif est encore là. Il faudrait des exemples tels qu'on les pratique en Allemagne [30] [30]Archives départementales du Rhône (ADR), le commissaire...

». Quels sont les « exemples » pratiqués par l'Allemagne auxquels il pense alors ?

Mais c'est sans doute encore plus évident sous la plume de Maurice-Yvan Sicard, qui en 1943 évoque la déportation des Juifs et conspue l'attitude de l'Église :

Parce qu'une certaine quantité de Juifs malfaisants furent tout simplement rapatriés à l'Est de l'Europe sans qu'on les transportât en wagons-lits, sans qu'il fût toujours possible d'expédier les tribus au complet (car les Juifs de sexe masculin devaient souvent aller préparer les cantonnements dans leur pays d'origine), parce que de telles mesures infiniment salutaires et fort modérées furent prises, alors une Éminence et deux Excellences intervinrent au nom de la « conscience humaine » ! Quand on pense que 150 000 soldats, 60 000 innocentes victimes civiles sont morts, que nous avons eu 300 000 blessés, près de deux millions de prisonniers dans une guerre absurde, préparée par tous les Juifs, déclarée par la volonté de tous les Juifs, quand on se rend compte que, depuis l'armistice, les Juifs n'ont pas cessé une minute de profiter de nos malheurs, et quand on constate que pas un Juif n'a encore été pendu devant les cathédrales de Toulouse, Lyon ou de Montauban, ni ailleurs, on se demande, en effet, si en France il y a encore une « conscience humaine » [...] Quand et où, dans Paris, les populations juives furent-elles traitées « avec la plus barbare sauvagerie », comme dit l'évêque de Montauban ? Que l'on nous cite un seul exemple de ces « scènes d'horreur et d'épouvante » évoquées par l'archevêque de Toulouse [31].

Si Sicard ne laisse rien entr'apercevoir de ce qu'il peut savoir du sort réservé aux Juifs, la suite de sa diatribe relève de la justification :

Mais lorsque les terroristes communistes exécutèrent lâchement en France des chrétiens, hommes ou femmes comme Mme Vioix, militante du PPF, ces mêmes cardinaux et évêques se turent. Ils se turent encore lorsque la barbarie judéo-marxiste fut déchaînée en Afrique du Nord par les Américains. Et cependant, les chrétiens, par milliers, étaient traqués, déportés dans des conditions que nous ne pouvons pas même relater ici, certains d'entre eux furent fusillés sans jugement et moururent en héros. Le sort épouvantable de ces hommes et de ces femmes, patriotes et chrétiens, livrés à la bestialité des judéo-marxistes et aux repréailles féroces des francs-maçons n'émut nullement des prélats qui ne comprennent pas que l'on torture leurs propres soldats [32]

Et de poursuivre :

Si les Américains, les Anglais et les Russes étaient victorieux, l'Église catholique n'aurait même pas à choisir entre la mort lente, la décomposition par la démocratie des principes virils du catholicisme des Croisades, et l'extermination pure et simple du christianisme par le bolchevisme [33]

Ces lignes ne sont pas sans rappeler d'un point de vue rhétorique les discours nazis, à commencer par ceux de Hitler ou de Goebbels, où se mêlent posture défensive et justifications par inversion : c'est la « barbarie judéo-marxiste » qui traque, déporte et assassine, ce sont les Alliés qui menacent d'exterminer les Français. C'est donc logiquement que ceux qui font peser cette menace, les Juifs, subissent le sort qu'ils réservent à l'Europe.

L'unité antisémite

L'activisme antisémite des militants n'a pas de cesse. Peu importe que le gouvernement français exclue les Juifs de la société, lance une politique de dépossession ou que, de concert avec les Allemands, les déporte de la zone libre. À Grenoble, moins de quinze jours après la rafle du 26 août, l'agitation promise par Raoul Rollin dans son rapport d'activité, évoqué plus haut, reprend. Ainsi le 10 septembre 1942 dans la nuit, la police interrompt une séance de peinture d'étoiles jaunes sur des vitrines de magasins juifs [34]. Puis dans la nuit du 7 au 8 octobre des papillons « Doriot, directeur politique de l'ÉMANCIPATION NATIONALE » sont apposés uniquement sur des vitrines de « magasins juifs » [35]. Actions classiques certes, mais les Renseignements généraux signalent à cette occasion que « certains membres P.P.F. et J.F.O.M. ont l'intention de pénétrer dimanche prochain dans la soirée, à la taverne des Dauphins à Grenoble, afin de conspuer les Juifs qui pourraient s'y trouver ». Peu à peu, la menace évolue et se précise. On passe de la distribution de tracts à la destruction matérielle, puis à l'intimidation en attendant d'en venir à la violence physique, celle qui va permettre d'assouvir pleinement la haine. Mais si l'État français tolère certains actes, il ne permet pas (encore) d'appliquer les projets des ultras.

Ce rapport des Renseignements généraux met aussi en évidence la collusion qui existe entre les différents mouvements collaborationnistes, pourtant si prompts à s'entre-déchirer. Ici le PPF reçoit le renfort de la Jeunesse de France et d'Outre-Mer. Ce groupe est une préfiguration de ce que sera l'Avant-Garde de la Milice, dans laquelle la JFOM se fondra : un mouvement de jeunesse antisémite reconnu par Vichy. La plus grande partie de ses membres grenoblois s'illustrera ultérieurement de sanglante façon en se regroupant en une milice armée, les Jeunes de l'Europe Nouvelle.

Quant à la groupusculaire section franciste de Grenoble, qui, à son apogée, compte moins de trente membres, elle se joint aussi à la curée. L'activité essentielle des francistes est la manifestation de leur antisémitisme. Leur « commandeur », Antoine Girousse, a pour tâche de vendre les Cahiers jaunes de l'Institut d'Études des Questions juives [36]. Les francistes ont beau être peu nombreux, ils n'en sont pas moins virulents et exigeants. En décembre 1942, un certain Raymond Colombani, au nom de la Jeunesse franciste grenobloise, sollicite auprès du CGQJ l'attribution d'un « magasin juif » afin d'y installer un local [37] avant qu'un mois plus tard, le 28 janvier 1943, Antoine Girousse s'adresse à son tour aux services de Darquier de Pellepoix pour solliciter « de votre amabilité, l'indication de locaux à Grenoble, appartenant à des Juifs ou loués par eux. Ces renseignements nous seront utiles pour obtenir, par l'intermédiaire du Secrétariat à la Jeunesse, la location par priorité d'un de ces locaux aux fins d'installation d'une permanence de la JEUNESSE FRANCISTE, Chef : Marcel BUCARD. Ce mouvement a été officiellement créé par le gouvernement en date du 1er décembre 1942 [38] ». Depuis l'été 1940, le Parti franciste et de nombreux autres se sont fait

une spécialité de prendre possession, d'abord en zone occupée, avec l'accord des autorités ou non, des locaux appartenant à des Juifs – et parfois à des syndicats ou des organisations dissoutes telle la LICA – afin d'y installer bureaux et permanences.

Mais les « biens juifs » constituent également une cible. Ainsi, pour les francistes, après la tenue de réunions de « formation politique » durant lesquelles « selon leur expression on les y "gonfle" contre les Juifs [souligné par la préfecture] [39] », ils s'en vont fracasser les vitrines du magasin Au Louvre de Grenoble, lequel se trouve sous administration provisoire. Car les attaques contre les « magasins juifs » sont fréquentes et régulières, à Grenoble comme dans le reste de la France. Les rapports ne manquent pas à ce sujet. À Grenoble, le magasin Kalvinator « a été l'objet de plusieurs attentats ; bris de glaces, inscriptions injurieuses à l'égard des Juifs, etc., tant et si bien qu'il est actuellement vidé de marchandises et présente un aspect lamentable [40] ». Au Louvre de Grenoble est lui la cible d'attaques régulières, au point que l'administrateur provisoire, lui-même militant du PPF, informe les chefs des « partis politiques nationaux à tendances antisémites » soupçonnés des faits que « la maison Heskia est une firme administrée par [lui]-même et sur le point d'être aryanisée [41] ». Ce qui n'empêche pas les vitrines d'être brisées à nouveau. Et les exemples de ce type de déprédations sont nombreux et réguliers.

Elles sont révélatrices, entre autres, d'un aspect particulier de l'antisémitisme des ultras : le fait que ces biens ont été détenus par des « mains juives » les a littéralement rendus juifs. Il ne s'agit pas tant de biens « juifs » que de « biens juifs », c'est-à-dire contaminés. Si l'« aryanisation » est pensée et mise en œuvre pour « décontaminer » ces biens, pour les militants ultras, ils demeurent « juifs ». Peu importe qu'à partir de la fin de l'année 1940 en zone occupée, puis à partir de l'été 1941 en zone libre, ces biens, dès lors qu'ils sont sous administration provisoire, n'appartiennent plus à leurs légitimes propriétaires, peu importe que des affiches signalent que ces biens sont sous administration provisoire ou qu'ils aient de nouveaux propriétaires, ils n'en restent pas moins une incarnation « juive » et fournissent une manière d'atteindre les personnes en attaquant leurs biens.

Du SO au SD

L'antisémitisme est pour ces groupes une des bases centrales de leur projet politique. Et c'est donc tout naturellement que le SD va trouver dans leurs rangs ses plus ardents auxiliaires pour l'épauler dans le traitement de la « question juive » en France. Ainsi, bien avant l'occupation du département de l'Isère qui intervient en septembre 1943, le SD est présent de longue date, sous couvert de commission d'armistice. Et, à partir du mois de novembre 1942, c'est régulièrement que certains membres des partis ultras, tels madame Girusse ou encore Raoul Rollin, de même que certains membres du SOL (puis de la Milice) s'y rendent afin de rencontrer le comte von Ceschi, représentant à peine officieux du SD à Grenoble. La police allemande recrute ses agents dans le vivier ultra et, en ce qui concerne le PPF, les bases de cette collaboration avec le SD ont été réglées dès la fin 1942 à Lyon. Là, un groupe de PPF, dirigé par Francis André, dit « Gueule tordue », est devenu l'une des équipes les plus zélées et les plus actives de la section IV du SD lyonnais.

Cette participation n'est pas sans contrepartie et ne repose pas uniquement sur des bases idéologiques. Ces hommes, comme d'autres, travaillent avec la Sipo à la suite de tractations :

« André subvenait aux besoins de son équipe en utilisant l'argent et les valeurs saisies au cours de perquisitions chez les Juifs en accord avec les autorités allemandes (accord passé entre le général Oberg, chef des polices allemandes en France, et Lebrun, Maurice, membre du bureau politique du PPF à Paris). Il avait été convenu également avec les dirigeants du PPF que les sommes et les valeurs saisies par André devaient être réparties en deux parties égales. L'une devait être versée à la caisse spéciale du parti (Doriot) et l'autre était conservée par André pour son entretien et celui de son équipe [42]. » Et André n'est pas un simple homme de main au sein du PPF. En 1945, à Mainau, il est le garde du corps de Doriot, ce qui montre à la fois la confiance qu'avait en lui le fondateur du PPF et sa place au sein du parti.

Si l'antisémitisme est l'un des éléments de base de la communion avec le Troisième Reich, il en est aussi l'un des moyens de subsistance du parti. La question de l'argent des Juifs s'est trouvée au cœur de négociations menées par Karl Oberg, plus haute autorité SS en France. Pour le parti de Doriot, il s'agit d'un moyen de renflouer des caisses en constant déficit, malgré les fonds alloués par les Allemands. Et les SS obtiennent en contrepartie une aide de poids dans la chasse aux Juifs. Ils bénéficient ainsi tout à la fois d'un renfort numérique venant compléter leurs faibles effectifs, et d'hommes du cru connaissant le terrain et disposant de réseaux préexistants sur lesquels s'appuyer.

À Grenoble, comme ailleurs en France, ce sont des militants du PPF, à commencer par les principaux membres de son service d'ordre, autant que des autres mouvements ultras – des francistes aux miliciens, en passant par les membres des JEN – qui vont constituer le gros des effectifs au sein du SD en charge des « Affaires juives » et jouer un rôle essentiel dans la chasse aux Juifs [43], en complet accord idéologique avec le projet nazi. Ces hommes ne vont pas uniquement participer à l'arrestation de plusieurs centaines de Juifs en Isère, mais procéder eux-mêmes à des dizaines d'exécutions [44], comme d'autres vont le faire à Lyon, Toulouse, Marseille ou Paris, participant, à l'instar des nazis et des mouvements pronazis à travers l'Europe allemande, à la « Solution finale » qu'ils appellent de leurs vœux et à laquelle ils souscrivent pleinement.

[2] Tal Bruttmann, *La Logique des bourreaux*. 1943-1944, op. cit.

[3] Archives nationales (AN), F715 280, « Le Parti populaire français », rapport de l'Inspection générale des services de la police administrative, direction générale de la Sûreté nationale, Vichy.

[4] Ce rapport recense une trentaine de manifestations, mais précise que bien d'autres pourraient être ajoutées.

[5] AN, F7 14 960, le secrétaire général du PPF aux secrétaires régionaux et fédéraux, 13 pages, août 1940.

[6] Secrétaire de rédaction de *L'Humanité*, il fut exclu avec Jacques Doriot et Henri Barbé du PCF. Membre fondateur du PPF, il fut l'un des responsables de l'Émancipation nationale et trésorier du PPF pour la

zone non-occupée.

[7] AN, F7 14 960, lettre de Jacques Doriot à Maurice Lebrun, 4 octobre 1940.

[8] L'UPJF sera ensuite transformée en Jeunesse populaire française (JPF).

[9] ADI, 2797W 74, dossier n° 10: PPF-UPJF, rapport du commissaire central de Grenoble, 3 mars 1942. Le nombre de militants avancé par la police semble cependant surestimé.

[10] Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère (MRDI), 92.91.01.06, interrogatoire Depoix.

[11] AN, F7 15 280, « Le Parti Populaire Français », op. cit., p. 7.

- [12] Les SO du PPF ont été organisés à la fin du mois de juin 1942 (AN, F7 15 280, interception postale le 24 juin 1942 d'une « circulaire concernant la création et l'organisation des sections SO du PPF en zone libre et zone occupée »).
- [13] ADI, 7291W 153, dossier 65 817 (Bloch Mélanie).
- [14] AN, AJ38 3599.
- [15] ADI, 2797W 74, dossier n° 10: PPF-UPJF, rapport du commissaire de police, chef de la Sûreté, au préfet de l'Isère, 31 juillet 1942.
- [16] Ibid.
- [17] ADI, 2797W 74, dossier n° 10: PPF-UPJF, rapport au chef du gouvernement, ministre secrétaire d'État à l'Intérieur, 31 juillet 1942.
- [18] ADI, 7292W 129, dossier 62276 (Lasry Abraham).
- [19] ADI, 2797W 74, dossier n° 10: PPF-UPJF, interception du 8 août 1942 d'une lettre de Gabriel Boissin, secrétaire fédéral des JPF de l'Isère.
- [20] ADI, 2797W 74, dossier n° 10: PPF-UPJF, interception du courrier de Rollin à Baina [chef du SO pour la zone non-occupée], 3 septembre 1942. Il s'agit de la seule copie d'un compte rendu du SO du PPF grenoblois.
- [21] Cité par Jean-Paul Brunet in Jacques Doriot, Paris, Balland, 1986, p. 389.
- [22] Ibid.
- [23] ADI, 2797W 74, dossier n° 10: PPF-UPJF, rapport du commissaire principal au préfet, 26 septembre 1942. Pierre-Émile Jalbert semble avoir été un proche de Victor Barthélemy (AN, F7 14 960, lettres de Barthélemy à Lebrun, 16 juillet 1940, et de Jalbert à Lebrun, 18 septembre 1940).
- [24] Ibid.
- [25] Archives de la commission d'enquête sur les spoliations de la ville de Grenoble, interception d'un courrier daté du 6 août 1942.
- [26] Sur la circulation de l'information parmi les combattants, voir notamment Peter Longerich, « Nous ne savions pas ». Les Allemands et la Solution finale, 1933-1945, Paris, Éditions Héloïse d'Ormesson, 2008 p. 291 et suivantes.
- [27] Archives départementales du Rhône, U, cour martiale, dossier Robert Carron, « confession » écrite par Robert Carron, détenu à la prison Saint-Paul, 24 septembre 1944.
- [28] Jean-Baptiste Emmanuelli, Et j'ai cassé mon fusil, Paris, Robert Laffont, 1974. Voir l'analyse qu'en fait Philippe Carrard in « Nous avons combattu pour Hitler », Paris, Armand Colin, 2011, p. 99-102). Il faut cependant noter que, contrairement à ce que ce dernier affirme, des exécutions de Juifs ont bien eu lieu à la période évoquée par Emmanuelli (voir par exemple http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/judaica/ejud_0002_0015_0_15177.html).
- [29] Raul Hilberg, Exécuteurs, victimes, témoins, traduit de l'anglais par Marie-France de Paloméra, Paris, Gallimard, 2004, p. 103.
- [30] Archives départementales du Rhône (ADR), Le commissaire principal des RG au préfet du Rhône, « congrès interdépartemental du PPF », 19 octobre 1942.
- [31] Maurice-Yvan Sicard, Vive la France, Paris, Les Éditions de France, 1943, p. 99.
- [32] Ibid., p. 104.
- [33] Ibid., p. 105.
- [34] ADI, 7291W 127, dossier 32 487 (Jacques Romagny).
- [35] ADI, 2797W 74, dossier n° 10: PPF-UPJF, rapport du commissaire principal des RG au préfet de l'Isère, 8 octobre 1942.
- [36] ADI, 2797W 74, dossier n° 6: Parti Franciste, Mouvement national syndicaliste, Union française. Rapport du commissaire principal des RG au commissaire divisionnaire des RG, 2 avril 1943.
- [37] AN, AJ38 3618, lettre du 24 décembre 1942.
- [38] AN, AJ38 3618, lettre du 28 janvier 1943. Le CGQJ indique en réponse trois locaux différents.
- [39] ADI, 2797W 74, dossier n° 6: Parti Franciste, Mouvement national syndicaliste, Union française. Rapport du commissaire de police de la section judiciaire au préfet, 26 février 1943.
- [40] AJ38 3429, dossier 1489, l'ingénieur en chef d'État, délégué de la direction des Industries mécaniques et électriques, chef de la circonscription de Lyon, au commissaire aux Affaires juives [sic] Lyon, 19 mai 1943.
- [41] AN, AJ38 3540, dossier 3580, l'administrateur provisoire au directeur régional, 3 février 1943.
- [42] ADR, Cour de justice du Rhône, dossier 794, procès André, Egger, Saunier et consorts. Rapport de la brigade de surveillance du territoire de Lyon, 8 octobre 1945.
- [43] Sur l'activité et le bilan de la chasse aux Juifs par le SD de Grenoble, voir Tal Bruttman, La Logique des bourreaux. 1943-1944, op. cit.
- [44] Ces exécutions constituent un enchaînement logique chez ces hommes: après les représailles matérielles, une fois intégrés au sein des forces allemandes, se succèdent les exécutions, qui pour partie, constituent des représailles à la suite d'action de la Résistance. Le Juif est responsable de la guerre et, en tant que tel, doit en payer le prix.

L'ANTISÉMITISME N'EST PAS PROPRE À LA DROITE OU L'EXTRÊME DROITE, IL A TOUJOURS ÉTÉ PRÉSENT SUR L'ENSEMBLE DE L'ÉCHIQUIER POLITIQUE

8 mai 2018

parution initiale:
site Lignes de Crêtes

*Un entretien avec Tal Bruttman
historien, spécialiste de la Shoah.*

LC: Commençons par la fin. Quand on te demande pour qui tu écris, tu dis « pour ceux qui veulent savoir ». Et tu ajoutes, à propos de certains de tes articles, qu'ils sont lus à peu près autant que des poèmes en auto-édition. A côté de ça, une bonne partie de l'activité négationniste a consisté ces vingt dernières années à penser et à mettre en œuvre, ce qu'on pourrait appeler une contre-éducation populaire. Eux, pour imposer leur propagande, ont massifié les mensonges sur le nazisme et le génocide, ont réussi à exploser toutes les barrières sociales qui font que plein de gens n'ont même pas l'idée de s'intéresser à l'Histoire. Est-ce qu'à un moment, en tant qu'historien, tu ne t'interroges pas avec tes collègues sur la nécessité et l'intérêt d'organiser une contre-offensive tout aussi massive ?

Une partie de la production des historiens, les articles scientifiques notamment, s'adresse à un cercle restreint, en raison de la nature pointue ou technique de ces articles, publiés dans des revues spécialisées. Ce qui ne veut absolument pas dire que l'histoire ne doit pas être vulgarisée et diffusée auprès du plus grand nombre. C'est l'autre face du boulot d'historien. Mais on ne peut forcer personne à lire. Sauf que l'essentiel de la vulgarisation en histoire passe de fait par d'autres biais, comme les documentaires à la télé, voire des revues grand public. Et entre un livre qu'il faut aller acquérir, ou emprunter dans une bibliothèque puis lire, et une page internet, pour beaucoup c'est la seconde option qui est la plus simple.

Reste que si on en vient à la question du négationnisme, les ressources en ligne existent: ce sont notamment les sites des musées et autres institutions, ou encore des sites dus à des initiatives personnelles comme PHDN ou anti-rev qui existent depuis pratiquement 20 ans. Dans les années 1970-1980 les historiens comme Georges Wellers ou Pierre Vidal-Naquet ont démonté les arguments négationnistes. Mais dans l'argumentaire bien huilé du négationnisme il y a les « historiens officiels » et les « historiens qui disent la vérité », en l'occurrence eux. Tout historien est disqualifié d'office puisqu'il « participe du complot visant à perpétuer le mensonge ».

Je ne suis cependant pas certain que cela soit du domaine de l'historien principalement que de mener cette contre-offensive. Evidemment que le boulot des historiens est de battre en brèche ces discours, mais cela ne doit pas relever d'eux seuls. On n'en appelle pas à un astrophysicien pour contrecarrer les délires sur la « terre plate ». Vidal-Naquet soulignait déjà cela en demandant si il fallait en appeler à un astrophysicien pour contrecarrer quelqu'un affirmant que la lune est faite de fromage. Le discours négationniste sur la Shoah, ou sur les autres génocides, est tout aussi grotesque d'un point de vue intellectuel que de prétendre

que la terre est plate.

On touche là sans doute du doigt quelque chose qui est propre à l'histoire: de toutes les sciences c'est celle qui intéresse le plus grand nombre et au sujet de laquelle tout un chacun pense qu'il peut donner son avis, l'histoire ne paraissant pas être une science à l'instar des maths ou de la physique. Qui irait donner son avis sur la théorie de la relativité ?

Dans le domaine de l'histoire, les lieux communs qui relèvent du café du commerce ne manquent pas, comme « L'histoire est écrite par les vainqueurs » ou « L'histoire est subjective ». « L'histoire écrite par les vainqueurs » signifie que ce sont ceux qui gagnent qui dictent le cours des événements, mais on fait dire à cette phrase que ce sont les vainqueurs qui écrivent la « vérité »: autrement dit les « Alliés à Nuremberg ont écrit une version de l'histoire ». Quant à la supposée subjectivité de l'histoire, ou qu'en histoire il n'y aurait pas de vérité, c'est de la pseudo-philosophie de bas étage: l'histoire repose sur des faits en premier lieu, qui ne relèvent en rien de la « subjectivité ». Adolf Hitler est nazi. C'est un fait. Il est chancelier du Reich. C'est un fait. Il a clamé sa haine des Juifs. C'est un fait. Etc. Environ 5,7 millions de juifs ont été assassinés. C'est un fait. De la même manière que la terre est ronde.

La méthode négationniste est simple. On prend un élément, en général microscopique, on le nie avec des arguments pseudo-scientifiques, puis on décrète que puisque tel témoignage comporte un élément décrété faux alors tout l'évènement est faux. Retranscrit dans d'autres domaines ça donne: la perruque de Louis XIV n'était pas blanche alors qu'un témoin l'a décrite comme telle, c'est donc la preuve que Louis XIV n'existe pas. Ou alors que Jésus n'a pu marcher sur l'eau, ce qui est la preuve que Jésus n'a pas existé, et donc que le christianisme n'existe pas. Si certains veulent croire que Jésus a marché sur l'eau cela relève du domaine de la religion et de la croyance. En revanche factuellement ce n'est pas cela qui autorise à nier l'existence de Jésus.

Reste qu'avec le développement d'Internet qui facilite et démultiplie la diffusion de théories complotistes, on assiste à une explosion des remises en cause scientifiques et désormais d'autres sciences, comme la médecine par exemple, sont concernées. Si la négation de la Shoah est au cœur du négationnisme et du complotisme, les remises en cause des sciences se multiplient et trouvent une audience importante, une sorte de nouvelle forme de luddisme. On est face à un immense café du commerce, où différentes attitudes coexistent: pour certains c'est la crédulité, pour d'autres l'envie d'être un « sachant » – « à moi on me la fait pas, je suis pas dupe » – qui défie une narration frappée du sceau de l' « officialité », tandis que pour d'autres, c'est un moyen politique pur et simple, comme les négationnistes, de diffuser un message de propagande.

LC: Tu parles de « luddisme », mais en même temps, toi-même tu es dans une attitude très ambivalente vis à vis d'internet, et notamment des réseaux sociaux.

Tu dis « le développement d'internet facilite et démultiplie la diffusion de théories complotistes », mais était-ce vraiment joué d'avance ? En réalité, les négationnistes ont aussi saisi avant beaucoup d'autres les opportunités offertes par une technologie qui a bouleversé les rapports sociaux. De fait, ils n'ont pas été luddistes, au moins sur ce plan là.

Et ce que tu appelles « le grand café du commerce », c'est à dire notamment les réseaux sociaux, ont aussi aidé à forger une conscience progressiste à travers le monde, notamment

lors des révolutions arabes. Donc ce qui est un moyen utilisé par les fascistes peut aussi être un moyen pour la démocratisation du savoir. Est-ce que les clichés sur le « café du commerce » n'alimentent pas ceux du « chercheur dans sa tour d'ivoire », et réciproquement ?

Il s'agit d'un simple constat, non d'une remise en cause de ce qui est devenu un élément central de nos sociétés. Le luddisme qu'on peut constater n'est d'ailleurs pas dénué de contradictions: on utilise le progrès (Internet) pour dénoncer le progrès dans d'autres domaines.

Pas plus que le « café du commerce » ne remet en cause les lieux de convivialité que sont les troquets. Mais on peut aisément constater que toute parole se vaut et que tout un chacun est expert en tout. Si on prend la part négative des réseaux sociaux, aujourd'hui ils fédèrent, unissent, mettent en rapport des gens qui étaient autrefois isolés: un militant d'extrême droite s'achetait Minute ou Rivarol, avait quelques potes avec qui vomir sa haine, mais dans des cercles limités. Mais ce constat a aussi des pans positifs, comme celui que tu viens d'évoquer: il permet aussi l'expression dans des sociétés muselées, et a permis d'unir les oppositions dans les pays arabes qui ont connu des soulèvements.

D'ailleurs la recherche elle-même a été transformée en profondeur avec Internet, on pourrait même dire bouleversée. Par exemple, il y a encore 20 ans, il fallait se farcir des fichiers-tiroirs en bibliothèques et centres d'archives pour connaître l'existence de publications, ou dépouiller des publications telles que L'Année philologique. Une partie de la qualité des recherches résidait dans la capacité à trouver ce qui existait. Aujourd'hui il suffit de deux mots clés dans une base de données, sans bouger de chez soi...

Il est aussi patent que l'extrême droite a su se saisir avec une rapidité impressionnante des moyens qu'offre internet. Dès la fin des années 1990 les sites néo-nazis et autres pul-lulaient. Ce n'était pas joué d'avance, mais en revanche il faut constater que pour un site luttant contre le négationnisme, il y en a 100 qui le diffusent.

LC: Aujourd'hui, pas mal de gens pensent très sincèrement qu'on a tout dit sur la Shoah, que c'est un des domaines de recherche les plus explorés, et aussi qu'ils savent l'essentiel. Qu'est ce qu'on ne sait pas, qu'est ce qui a été approfondi ces quinze dernières années, et qu'avais tu envie d'approfondir, au départ ?

Tite-Live a écrit une histoire de Rome il y a 2 000 ans. Ce qui n'empêche pas que depuis 2 000 ans les historiens continuent à écrire l'histoire de Rome. Jusqu'au début des années 1980 les historiens étudiant la Shoah étaient très peu nombreux. Ce n'est que depuis une trentaine d'années que le champ a connu une véritable explosion scientifique. La chute de l'URSS a rendu accessibles des montagnes d'archives non exploitées jusque-là par exemple.

Ensuite, cette histoire est en perpétuelle évolution, comme celle du nazisme ou de la Seconde Guerre mondiale, s'affine ou s'approfondit. C'est l'un des paradoxes du sujet, d'un côté il est omniprésent, de l'autre peu étudié. En France, le nombre de spécialistes de la Shoah ou de l'histoire du nazisme est assez limité, même si aujourd'hui il tend à croître.

Ensuite, il y a une forme de paradoxe assez impressionnant sur ce sujet – et qui vaut plus largement pour le nazisme et la Seconde Guerre mondiale. Malgré l’omniprésence du sujet dans la société, il y a pas mal de malentendus et d’incompréhensions, notamment en raison de la confusion entre le système concentrationnaire – avec notamment les images de ce qui a été découvert en 1945 qui se sont profondément ancrées dans les représentations – et la « solution finale », qui se déroule ailleurs. Ces représentations très fortes qui se sont fixées au sortir de la guerre demeurent prédominantes, alors que les travaux des historiens depuis plus de 50 ou 60 ans dans certains cas ont permis de mieux comprendre et distinguer les choses.

Le meilleur exemple réside sans doute dans le fait, que depuis les travaux de Raul Hilberg les historiens parlent de « centres de mise à mort », alors que l’expression qui demeure profondément ancrée est celle de « camp d’extermination ». Celle-ci est hautement problématique à bien des égards, à commencer par la contradiction absolue entre les deux termes : un camp est un lieu où l’on rassemble une population, pour la détenir par exemple – camp de concentration – alors que l’assassinat de masse ne nécessite pas de « camp », ce sont des sites qui sont destinés à tuer toute personne qui y est acheminée, et qui sont donc de taille réduite, avec peu de structures.

Les négationnistes, d’ailleurs, utilisent certaines de ces représentations et exploitent les confusions. La réduction de la Shoah aux chambres à gaz dans les représentations leur permet de dire « pas de chambres à gaz donc pas de Shoah », alors que plus de la moitié des victimes n’ont jamais franchi le seuil d’une chambre à gaz mais ont été exécutées autrement. Même chose en utilisant des éléments propres au système concentrationnaire pour expliquer que la Shoah, qui se déroule en dehors de ce système, n’est pas possible.

LC: Quand on te lit, c’est un peu déconcertant, parce que très souvent, il y a quand même une distinction assez nette entre les historiens de la « grande » Histoire et ceux qui s’attachent à décrypter des « épisodes » locaux au sein de cette grande Histoire. Toi, tu as écrit sur Auschwitz, mais aussi fouiné dans les tracts locaux de sections du PPF pour battre en brèche l’idée selon laquelle en France, il n’y aurait pas eu de collaborateurs politisés de la mise en œuvre physique des persécutions antisémites, et tu le fais en partant de ce qui est généralement considéré comme anecdotique. Dans tout cela, quel est ton fil conducteur ?

Il y a sans doute là un effet générationnel. Je suis loin d’être le seul à réaliser ce genre de travaux – et nous sommes quelques uns à mettre en œuvre la microhistoire dans le champ. D’une certaine façon le cadre général est connu très largement grâce aux travaux des historiens des 60 premières années, de Léon Poliakov à Serge Klarsfeld en passant par Raul Hilberg par exemple. Sans ce cadre général, ce qui est fait aujourd’hui ne serait pas possible.

Cela participe d’un affinement de la connaissance, d’une meilleure compréhension des mécanismes. Regarder les « marges » permet d’éclairer l’ensemble. Parmi les gars du PPF qui distribuent les tracts « mort aux juifs » en 1940 on en retrouve en 1943-1944 qui chassent les juifs en France pour réaliser la « solution finale ». Autrement dit, si je m’intéresse à Auschwitz, je m’intéresse aussi à ceux qui y « arrivent », et la manière dont ils arrivent là. Comment et à cause de qui un juif de Grenoble se retrouve à Drancy puis à Auschwitz ?

LC: Quand tu ressors les vieux tracts du PPF, les déclarations incendiaires, non seulement de Doriot, mais aussi de ses bases locales, c'est forcément douloureux pour des lecteurs de gauche antiraciste, parce que beaucoup de ces militantes et activistes violents venaient comme Doriot, non pas de l'extrême-droite mais du camp censé lui faire face. Il y a toute une tradition très partielle dans le champ politique qui vise à cantonner l'antisémitisme issu de certaines gauches à un « accident », à quelque chose de pas très significatif en terme d'importance au sein des structures de Vichy mais aussi de la collaboration active à tous les échelons. Pour toi, est ce que c'était anecdotique ou important, au contraire ?

L'antisémitisme n'est pas propre à la droite ou l'extrême droite, il a toujours été présent sur l'ensemble de l'échiquier politique. On en a eu un exemple lors de la campagne présidentielle avec la disqualification de Macron comme « banquier », utilisée tant à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche. Il y a 15 ans, il aurait été brocardé comme technocrate, c'est un pur produit de l'ENA. Mais son passage chez Rothschild devient une tache. Aurait-il exercé au Crédit Agricole ou à la Banque postale, je doute qu'il aurait été qualifié de banquier. Là on a eu une floraison de termes chez les auto-proclamés « anti-système » – qui ont tous pourtant des cursus forts semblables et sont présents en politique depuis des décennies – pour dénoncer « la banque », « l'oligarchie » etc. Le recours à cette terminologie n'a rien d'anodin, et chez certains – évidemment pas pour tous – elle renvoie plus qu'implicitement à l'antisémitisme. C'est d'ailleurs éclairant à ce sujet, de voir que certains historiens et intellectuels ont pointé les problèmes que posait le recours à ces termes mais que cela n'a eu aucune conséquence, pas même la moindre interrogation ou distanciation.

Ce sont surtout les années 1930 et la Seconde Guerre mondiale qui ont ancré l'idée que l'antisémitisme était propre à l'extrême droite et au nazisme. Mais en 1940, au moment de la défaite et du vote des pleins pouvoirs, on voit des attaques antisémites contre Blum qui viennent d'élus de la SFIO, par exemple.

Si on regarde la Collaboration, et l'Ultra Collaboration, on voit qu'il y a pas mal de gens venant de la gauche. Il faut cependant faire attention sur ce point, que l'on retrouve par exemple exploité par Zemmour: Vichy serait la gauche. Ceci est faux, l'adhésion se faisant sur un programme d'extrême droite, maurrassien, la « Révolution nationale », voire pour les ultras comme les PPF ou les membres du RNP de Déat, sur des programmes proches du nazisme. Mais même du côté du PC on peut voir des tracts, notamment en 40-41, où l'antisémitisme n'est pas très loin. En soi, l'antisémitisme se retrouve partout sur l'échiquier politique.

Au sortir de la guerre, l'antisémitisme est disqualifié et n'a plus voix au chapitre sur la scène politique occidentale. Pourtant dès 1944 en URSS, et surtout à partir de 1948, le régime soviétique multiplie les attaques antisémites, qui ensuite se retrouvent dans tout le bloc communiste. Sauf qu'officiellement, ce ne sont pas les Juifs qui sont visés, mais les « sionistes ».

Bref, on renomme, c'est validé un peu partout et ça passe sans soulever de problèmes pour les communistes en dehors du bloc soviétique. De 1948 à 1968 on multiplie les purges contre les Juifs, les procès, les assassinats et les expulsions, tout ça sous vernis de la lutte contre les « agents sionistes » ou les « cosmopolites sans racines », selon la terminologie d'alors.

Réinscrit dans l'histoire de l'antisémitisme, ça n'a rien d'original. C'est juste une déclinaison

son du juif qui est par essence sans patrie, ou de l'agent de l'étranger, qui a toujours existé: affaire Dreyfus, « coup de poignard dans le dos » pour expliquer la défaite de l'Allemagne en 1918 etc. Pour l'antisémitisme français au moment de Dreyfus, le juif est l'agent des Allemands, pour les Allemands en 1918, le Juif c'est l'agent des bolcheviques ou de la France, pour Staline, le Juif c'est l'agent d'Israël.

L'antisémitisme est pratique, il explique tout: le communisme c'est les juifs, le capital c'est les juifs. Chacun y trouve son explication. Et c'est adaptable à tout: la colonisation? Les Juifs. L'esclavage? Pareil. Dans les années 1990 le Sida en Afrique c'était les Juifs, et les attaques de requins en mer Rouge au début des années 2010 un coup du Mossad pour flinguer le tourisme en Egypte.

A chaque nouvelle crise, le discours s'adapte. On a vu fleurir les théories impliquant Israël dans la crise au Venezuela, et ces théories venaient des défenseurs de Maduro, pas vraiment l'extrême droite, même si in fine la collusion fini par se faire.

L'antisémitisme, pas plus que le racisme au demeurant, n'est propre à un bord politique. Ce sont ses usages et la manière dont il est assumé qui peuvent éventuellement être différents. Quoique sur l'antisémitisme, à gauche l'« antisionisme » est bien pratique pour s'adonner à un antisémitisme non assumé ouvertement – et en disant cela je ne délégitime en rien le droit des Palestiniens à disposer d'un Etat ou celui de critiquer les politiques israéliennes.

LC: « Et en disant cela je ne délégitime en rien le droit des Palestiniens à disposer d'un Etat ou celui de critiquer les politiques israéliennes. ». C'est frappant que tu ajoutes cette phrase, parce que c'est devenu quasiment obligatoire, dans le débat, dès qu'on critique les instrumentalisation antisémites de la dénonciation de la politique israélienne. Comme si la lutte contre cet antisémitisme là ou même le simple fait de le constater était forcément suspect de cacher un autre racisme. Pourquoi continuer à se justifier? Est-ce que tu penses que la victoire des antisémites est à ce point écrasante qu'on doit forcément en passer par là ?

Tu as totalement raison, cela ne devrait pas être. Mais c'est malheureusement le cas, tant « l'antisionisme » se drape dans une bonne conscience, qui souvent échappe aux gens. D'ailleurs toute la phase Soviétique et communiste du mot est intégralement effacée pour lui donner des atours de noblesse et cela va jusqu'à des discours qui affirment que le Bund, par exemple, était contre le mouvement sioniste, et que c'est la preuve que l'antisionisme n'est pas antisémite. Mais le Bund non seulement combattait féroce l'antisémitisme, il revendiquait aussi l'existence d'une nation juive autonome en Pologne (ou dans les Pays baltes).

Les antisionistes eux, nient l'existence des Juifs, sinon à leurs propres conditions. « On vous tolère, mais ne mouftez pas trop ». Le Bund, comme les sionistes, revendiquent le fait juif et l'existence d'une nation juive. Les antisionistes dénie aux juifs le droit de se définir, et s'arrogent ce droit. Il suffit de voir le succès du livre de Shlomo Sand, qui explique que "le peuple juif est une invention". La belle affaire. Ce constat on peut le faire pour n'importe quel peuple, ou pour prendre un terme plus adéquat, pour n'importe quelle nation, à commencer par la France. Chaque nation repose sur des mythes fondateurs auxquels se rallient ceux qui s'y retrouvent.

D'ailleurs l'usage de ce terme n'est pas sans faire penser à une théorie de complot qui a fait florès: « l'antisémitisme ne vise pas que les Juifs, mais aussi les Arabes, qui sont sémites aussi ».

Passons rapidement sur le fait que l'antisémitisme, tel qu'il a été défini par les antisémites eux-mêmes, n'a jamais visé que les seuls Juifs, pour aller à l'autre point, bien plus intéressant: les sémites n'existent pas. Les Arabes, pas plus que les Juifs ne sont sémites, c'est une construction raciale reprise par le racisme, et développée à partir de l'existence d'un groupe de langue dit sémitique, où se retrouvent l'hébreu, l'araméen, le phénicien, l'arabe ou encore l'amharique.

D'ailleurs cette création d'une « race juive » a été un moyen pour dire que « les » Juifs formaient un tout, un groupe ethnique: les juifs d'Allemagne bien « blancs » étaient donc de la même « race » que les Juifs d'origine arabe du Yémen ou d'Égypte, que les Juifs noirs d'Éthiopie ou que les Juifs turcs de Crimée. Bref, l'antisémitisme vise à créer une unité ethnique (« raciale ») entre des groupes religieux ou nationaux qui n'ont en commun que leur religion et les récits qui en découlent – même pas une culture commune, parce que quel rapport entre la carpe farcie et la brick au thon? Entre le pastrami et l'amba? L'antisémitisme constitue, sous une double forme, un inverse du racisme: là où le racisme prétend la supériorité sur d'autres, lesquels sont définis par une appartenance ethnique visible, l'antisémitisme, lui, dénonce le danger de domination d'une race invisible, puisque non identifiable (sinon pour son appétence pour la carpe farcie, mais les Polonais aiment bien aussi... Pareil d'ailleurs pour la brick au thon, que juifs et musulmans du Maghreb aiment bien)

Mais surtout, cette théorie « des Arabes qui seraient des sémites », largement prégnante à l'extrême gauche, voire à gauche (et elle est sur le devant de la scène par exemple en ce moment parmi certains défenseurs de Corbyn, qui excipent de cela pour nier l'antisémitisme au sein du Labour) montre le degré d'imprégnation des constructions racistes chez ceux là. Pour nier l'antisémitisme (et donc in fine le justifier tout en le niant) ils maintiennent une fiction raciste concernant les Arabes...

LC: Tu soulignes à juste titre le succès de la banalité pourtant profondément raciste « Les Arabes sont aussi des sémites ». Et aussi la spécificité de l'antisémitisme, comme dénonciation du danger de domination d'une race « invisible ». Or, depuis une quinzaine d'années, d'autres racismes ont subi une mutation importante: ce qui est appelé « islamophobie » est aussi un discours qui vise des gens qui n'ont souvent rien d'autre en commun qu'une religion, souvent supposée d'ailleurs, chez des issus de l'immigration.

Et elle les désigne aussi comme les agents d'un complot mondial censé amener à la domination totale, non seulement au plan religieux, mais aussi économique. Il arrive d'ailleurs de plus en plus souvent que les thèses conspirationnistes antisémites et islamophobes se rejoignent dans un récit commun où Soros, alternative de plus en plus courante à Rothschild, est aussi l'allié du complot islamiste en même temps qu'il est symbole du complot Juif.

Dans le champ politique d'aucuns nient cette parenté et la cette jonction des narratifs en dénonçant le concept même d'islamophobie. D'autres affirment au contraire que l'islamophobie à remplacé l'antisémitisme ». Dans les deux cas, l'un ou l'autre racisme est nié ou

remis en cause. Que penses-tu de l'analogie entre islamophobie et antisémitisme, est-elle juste historiquement, même partiellement et quelles sont ses limites selon toi ?

Jusqu'à récemment ce qui prévalait largement était le racisme anti-arabe, nourri notamment à la fois par le colonialisme français en Afrique du Nord puis ensuite par le ressentiment né de la décolonisation chez certains Français. Auquel s'ajoute un autre élément, celui de la méconnaissance du fait musulman. En France, Arabe a été très largement synonyme de musulman: si t'es musulman t'es arabe, si t'es arabe t'es musulman. Et depuis quelques années, si t'es musulman t'es islamiste. Et donc in fine, arabe= islamiste. Au moment des attentats de 2015, des commentateurs expliquaient que les attentats avaient été exclusivement commis par des Arabes (quid de Coulibaly?). Comme si l'adhésion à une idéologie assassine dépendait d'une appartenance ethnique.

Alors que le racisme se fonde avant tout sur une supposée infériorité, là on voit un passage à autre chose en effet. Et en outre, le « musulman » est très largement interchangeable. Il suffit de se rappeler que Nicolas Sarkozy ignorait en 2007 si Al-Qaïda était chiite ou sunnite pour avoir une illustration de la méconnaissance qui prédomine à ce sujet. L'espace géographique peuplé par des musulmans, qui va de l'Afrique aux confins de l'Asie, est vu comme un grand tout, unique, et conçu à travers notre héritage, à nous Français, avant tout à travers « l'Arabe » qui incarne cet ensemble menaçant.

Maintenant avec le terme d'islamophobie on a quelque chose d'intéressant. Il est décrié par certains, et utilisé par d'autres pour disqualifier toute critique contre la religion musulmane. Mieux vaut s'écarter de ces prises de position et s'interroger sur autre chose: est-ce que le terme est opérant pour désigner un phénomène particulier? Et là la réponse est claire: oui, on voit l'apparition d'idées qui feraient des musulmans les membres d'un grand tout, à la manœuvre dans l'ombre, complotant dans tel ou tel but.

Et à cet égard on a quelque chose de nouveau, dont les ressorts ne sont plus ceux du racisme, à savoir un regard depuis le haut vers quelqu'un d'inférieur, mais des ressorts qui ne sont pas sans rappeler ceux de l'antisémitisme: un danger fondé sur une puissance fantasmée. Ce phénomène là est récent. Si on prend en regard l'antisémitisme, il est constitué très largement d'invariants, que l'on retrouve en permanence, depuis des siècles: le juif et l'argent, le juif comploteur, le juif dépravé sexuel etc.

Comme tu le pointes, Soros remplace chez certains Rothschild, mais on reste sur les mêmes ressorts. Or, à côté du racisme anti-arabe, on voit apparaître de nouveaux fantasmes, un glissement vers « le Musulman », paré de tout un ensemble de menaces. Un Pakistanais serait de mèche avec un Français parce qu'ils sont tout deux musulmans, on a la mise en place d'un fantasme particulier qui n'est plus le racisme et qu'il faut qualifier pour ce qu'il est.

Maintenant si l'analogie peut prévaloir dans certains cas, elle a ses limites. D'abord prétendre que l'islamophobie a remplacé l'antisémitisme est absurde. L'antisémitisme se porte terriblement bien en Europe, et à part quelques négateurs à l'extrême-gauche, qui montrent que leur universalisme et leur combat anti-raciste à non seulement des limites mais qu'ils ont aussi quelques complaisances avec l'antisémitisme, personne ne le conteste aujourd'hui.

Ensuite, on peut aisément constater que l'antisémitisme demeure la principale matrice explicative en matière complotiste, par exemple. Que la Hongrie d'Orban, pour être xénophobe et raciste, n'en a pas moins fait de Soros la figure principale de la « menace anti-hon-

groise».

LC: A la fin des années 1990, on pouvait penser qu'enfin, en France, le boulot était fait sur la responsabilité de l'Etat et d'une partie de la population française dans la collaboration et la complaisance avec les nazis, mais aussi dans l'élaboration de politiques autonomes de persécutions. Vingt ans après, des tribuns racistes comme Zemmour rencontrent un écho énorme lorsqu'ils reprennent des thèses sur Pétain qui aurait « aidé les Juifs », des responsables de partis politiques de gauche explosent toutes les limites en revenant au « Vichy, ce n'était pas la France ». Parfois même, on a l'impression que Paxton n'a jamais rien écrit qui vaille la peine d'être retenu. Ces aller-retour, et ces batailles jamais gagnées sont elles une spécificité française ?

Dans les années 1980 et 1990 on a assisté à une séquence importante, où les travaux des historiens (Paxton, Klarsfeld...) mais aussi l'opinion publique ont très largement permis de voir en face la réalité des responsabilités. Le discours de Chirac au Vel d'Hiv en 1995, puis d'autres mesures qui ont suivi, ont donné l'impression que la question était réglée. Et d'un point de vue scientifique elle l'est.

Sauf que depuis une dizaine d'année, on assiste à une sorte de retour en arrière, porté par Zemmour et d'autres. On a un peu tout. « Vichy a protégé les juifs français » – il suffit de lire la loi du 3 octobre 1940, dite « statut des juifs », ou celle du 22 juillet 1941 sur « l'élimination de l'influence juive dans l'économie nationale » pour démontrer cela. Sans même avoir à rappeler que la majorité des enfants au Vel d'Hiv en 1942 étaient nés en France ou que la rafle de janvier 1943 à Marseille est menée par la police française contre des Juifs français. Ou alors « Vichy c'est pas la France » – auquel il suffit de répondre par une question: c'est quoi la France ? la Saint-Barthélémy c'est pas la France ? La colonisation non plus ? etc.

Et il ne s'agit pas d'une spécificité française, même si on a dedans des débats franco-français. Ce qui se passe par exemple en Pologne aujourd'hui en est un exemple. Ou en Russie concernant la période stalinienne en est autre. Ou aux Etats-Unis. Nombre de pays connaissent ce genre de phase, au gré des climats qui y règnent et des phases de raidissement nationalistes.

LC: Tu évoques la Pologne et la loi votée récemment qui criminalise de fait l'expression de la vérité historique sur le génocide et les conditions de sa réalisation. Comment les historiens polonais envisagent-ils la suite, se sentent-ils concrètement et immédiatement en danger ? Comment s'organise la résistance à la fois locale et internationale à cette loi ? Quel est le pouvoir concret du gouvernement polonais sur des lieux de mémoire et d'histoire comme Auschwitz, actuellement, sont-ils seuls décideurs ou la communauté internationale a-t-elle un pouvoir sur leur fonctionnement quotidien et le contenu présenté aux visiteurs ?

Les historiens polonais sont en première ligne et la cible directe de ces lois, alors qu'ils ont effectué un travail remarquable depuis 20 ans, faisant de la Pologne le pays qui était à la pointe de l'historiographie de la Shoah. D'ailleurs ces historiens et historiennes reflétaient un mouvement important au sein de la population polonaise, qui de manière remarquable

s'est saisie de son passé après la chute du régime communiste. En quelques années, la Pologne a fait le même chemin que la France en 50 ans. Cette Pologne là existe toujours, mais elle est en but aux nationalistes au pouvoir.

Pourtant les mobilisations existent, aussi bien sur le sujet de l'antisémitisme que sur d'autres, comme les droits des femmes. Mais on est face à un régime qui gouverne en direction de son électorat et donc qui bombe le torse face à l'international et dénonce les « antinationaux du parti de l'étranger ». Les historiens sont effectivement en danger, et pas seulement en Pologne. Leurs conférences sont régulièrement parasitées et interrompues, comme pour Jan Gross à Paris récemment, et des dénonciations et autres attaques sont réalisées par les représentants diplomatiques à destination des universités de ces chercheurs qui travaillent hors de Pologne. Ils disposent d'ailleurs de relais locaux qui attaquent aussi les historiens non polonais, y compris en France.

Et la pression sur les musées en Pologne est très très forte à l'heure actuelle. Le projet du musée de Gdansk, consacré à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en a été un exemple précoce. Alors que le musée allait ouvrir, tout a été arrêté, le directeur brutalement remplacé et la nature du même du musée remise en cause, car jugé pas assez favorable à un récit « national » correct aux yeux du pouvoir.

LC: Depuis « Eichmann à Jérusalem » et les propos d'Hannah Arendt sur les « collaborateurs Juifs » qui font partie des contenus très partagés par les antisémites, ces questions-là font l'objet d'une fascination malsaine, et aussi d'un jeu relativiste pratiqué par beaucoup de forces politiques, qui se jettent sur ce genre de choses pour accréditer l'idée qu'après tout les victimes étaient aussi des bourreaux. Comment fait-on en tant qu'historien pour affronter la récupération politique de certains aspects de la recherche sur le génocide ? Est-ce que c'est un sujet ou est ce que tu t'en fous ?

D'un point de vue historique ce n'est plus un sujet, la question est réglée depuis longtemps – que le sujet ait interpellé après la guerre, qu'Arendt s'y soit intéressé, est une chose légitime initialement, participant de la compréhension des mécanismes de la mise en place de la « solution finale ». Mais pas mal d'éléments sont alors méconnus ou pas pris en compte. Près d'un million de juifs ont été exécutés entre fin 1941 et début 1942 par les unités allemandes, sans aucun « collaborateur juif ». Les allemands n'ont aucun besoin de « collaborateurs juifs » pour le processus de destruction, mais en revanche ils ont besoin des collaborateurs locaux, des nationalistes, qui de la France aux Pays Baltes en passant par l'Ukraine, ont eux très largement aidé à la réalisation de la "solution finale".

La question rejoint en fait le point précédent, l'histoire avance, mais les usages « politiques » restent ou reviennent. Effectivement c'est une marotte qui est assez flagrante chez les antisémites, on pourrait même dire un marqueur intangible. Et ceci pour une raison très simple. La création des Judenrat, ces « conseils juifs » mis en place par les Allemands à la tête des ghettos pour servir d'interface et gérer « l'interne », n'est ni plus ni moins que la reprise d'une méthode mise en œuvre dans le système concentrationnaire, consistant à confier la gestion d'une partie de l'interne, ce qui se passe dans le camp, à des détenus.

Pourtant là personne ne vient exciper de « collaborateurs » parmi les prisonniers pour faire

porter la culpabilité sur les victimes. D'ailleurs, parmi les membres des Judenrat, à côté de gens qui se sont révélées être des crapules, l'immense majorité a joué un rôle important, en aidant les organisation de résistance dans les ghettos par exemple, ou en tentant de faire face aux Allemands. Quant aux risques de récupération politique, ils sont faibles : ce qui est récupéré en général est écrit pour l'être avant tout, cf. par exemple Zemmour.

LC: Tu as écrit pas mal de choses sur l'histoire des récits de la Shoah dans ce qu'on appelle la culture de masse, les comics ou les séries télévisées américaines. Globalement, comment évalues tu l'importance de cette culture de masse dans la construction des représentations et des connaissances sur la Shoah et le nazisme, quantitativement et qualitativement ?

Le sujet est très très présent, et on pourrait même dire depuis très longtemps, dans la culture populaire. Le cinéma ou la littérature s'en sont saisis dès la fin des années 1940. Si on prend la BD, le sujet devient important au tournant des années 1970-1980, d'abord avec les X-Men, puis avec Maus. Depuis des centaines de titres de bande dessinée ont abordé la Shoah. Quant aux séries télés, le sujet est présent depuis des décennies, depuis les séries de fiction (Star Trek, Magnum...) jusqu'aux séries historiques. La série Holocaust en 1978 a joué un rôle considérable dans le monde occidental dans la prise de conscience concernant la Shoah, et a eu un impact colossal. Et quand on regarde aujourd'hui Holocaust, historiquement ce n'est pas si mal.

Les X-Men constituent un exemple intéressant: la Shoah et Auschwitz sont au cœur des adaptations au cinéma d'un comics, dont la trame initiale est une allégorie de l'antisémitisme lorsque la série fut créé par Jack Kirby et Stan Lee en 1963. Puis la Shoah est explicitement évoquée début 1980, justement après le déclencheur Holocaust. On voit comment un objet de culture populaire en irrigue d'autres.

Et aujourd'hui, les X-Men participent à la construction de la connaissance de pas mal de gens, mine de rien, et ce n'est pas un problème que la fiction irrigue de la connaissance. Quand de tels vecteurs se saisissent du sujet de manière sérieuse, entendu ici comme disant des choses exactes (le Auschwitz qui est montré est l'Auschwitz authentique), il n'y a rien à redire. Et mieux vaut une bonne allégorie qu'un mauvais documentaire, et les mauvais documentaires ne manquent pas...

Cette brochure réunit des articles de Tal Bruttman
et une interview de Tal Bruttman.
Éditée par Lignes de Crêtes.

www.lignes-de-cretes.org

